L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi



Avec la mission de convaincre

Quatrième année
- N° 140 -
Vendredi
10 avril 1992
ISSN 0995-0583
Prix 6,50 F

fondation Jean-Jaurès

Votre courrier

Les lecteurs de "Vendredi" ont rapidement réagi au résultat des élections de mars et à la mise en place du gouvernement de Pierre Bérégovoy. Avec optimisme et détermination.

NOTRE FORCE

Je suis heureux de voir enfin des jeunes au gouvernement, surtout au ministère de l'Environnement et il est plaisant d'entendre dire que c'est l'un des secteurs porteurs d'emplois.
En effet, pourquoi ne pas mettre des chômeurs au nettoyage ou à la surveillance de nos forêts, à la remise en état de nos routes communales (très mauvais la plupart du temps) ? Car je pense qu'il y a un sacré boulot à faire dans ce secteur et pour des années. En accord avec certaines municipalités, le nettoyage complet de toutes nos côtes qui sont, il faut le dire, dans un triste état et sales.
Non seulement le Parti doit se renouveler, mais il doit surtout rajeunir, nous avons des jeunes qui ne demandent que cela mais, très souvent, ils sont noyés dans la masse et leurs idées ne percent pas. C'est peut-être dommage.
Croyez-vous qu'un ménage avec un ou deux enfants puisse vivre correctement avec 8 à 10.000 F maximum ? C'est impossible ! De plus, on l'oblige à surconsommer et à s'endetter. Alors c'est un cercle vicieux, car ces gens-là passent leur vie à rembourser et ce sont les enfants qui, à long terme, trinqueront. Il est certain que ceux qui gagnent entre 10.000 et 15.000 F par mois n'ont pas ces difficultés et ne se penchent pas sur celles des petits. Pour une France forte, il faut des salariés forts, bien payés, pouvant acheter normalement, donc faire marcher notre production industrielle. Cela éviterait certainement pas mal de licenciements. Le social devient plus important que le politique. Je sais que nous avons les moyens, les forces, les hommes et les femmes capables de faire vraiment du bon travail et cela commence, alors il faut continuer sur cette lancée. On peut regagner !
Un petit effort, le socialisme est l'avenir, est porteur d'espoir (voir 1981).

MICHEL DUVIGNAU
Mérignac (33).

IDEAL

Le printemps et le socialisme sont prometteurs. Ces promesses, implicites et psychologiques, viennent d'abord d'un gouvernement rajeuni, féminisé, resserré et déterminé auquel il appartient de travailler dur (c'est "le gouvernement d'Aboville", en quelque sorte !) et vite pour améliorer la vie des Français. En s'en donnant la volonté, les moyens et les hommes et, espérons-le, les valeurs et la morale telles qu'elles sont énoncées dans la tryptipique du mendésisme "chosir, agir, tenir", Pierre Bérégovoy peut réussir le pari formidable de conférer à la culture socialiste de gouvernement la noblesse et l'efficacité d'une culture de mouvement qui imprègne la gauche française.
C'est en outre à un Parti socialiste épuré (de ses querelles intestines, de ses professionnels parfois écrasants, de sa couardise intellectuellement crasseuse) et non plus apeuré (par l'extrême gauche avec laquelle il faut dialoguer, par les écologistes auxquels il faut nous associer, par l'extrême droite dont il ne faut plus parler), qu'il appartient d'épouser les formes et les souffles du peuple en jouant le rôle éminemment puissant et exaltant de sismographe social. Ainsi, en accordant notre pratique avec notre culture, nous remplirons de sens et de réalité l'article 2 de notre Constitution : "La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Son principe est : gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple."
A cet idéal -certains diront cette utopie- je crois et je milite au sein du MJS depuis l'âge de quinze ans et aussi parmi mes proches et mes collègues hypokhâgneux. Aussi je souscris pleinement à cette formule de Charles Péguy : "L'idéal, c'est quand on peut mourir pour des idées ; la politique, c'est quand on peut en vivre."

SEBASTIEN VILLE
Blois (41).

AU TRAVAIL

Fidèle lecteur de "Vendredi", je trouve notre hebdo formidablement bien fait. J'affectionne spécialement le courrier des lecteurs, j'aime y sentir l'âme militante qui y vibre au gré des événements. C'est parce que nous avons pris un sérieux avertissement à l'occasion des dernières régionales et cantonales que le moment est venu de répondre aux classes sociales qui nous ont portés au pouvoir en 1981 et qui nous interpellent aujoud'hui.
Je fais confiance à nos camarades qui sont aux responsabilités pour qu'ils trouvent rapidement des réponses aux aspirations populaires (partage du travail, par exemple, et toutes autres mesures) pour lutter contre le chômage. Trois millions de chômeurs, ce n'est plus supportable : le verdict populaire est tombé.
Le moment est venu de se rassembler dans la fraternité, camarades, avant d'essayer de rassembler les autres.
Les temps sont revenus où il faut repenser le mode de fonctionnement du Parti, réactiver l'esprit militant qui a été le nôtre en 1981 (je n'oublierai jamais les campagnes d'explication, le porte-à-porte, l'immense espoir... la victoire du 10 mai). J'ai beaucoup souffert du congrès de Rennes. Je ne souhaite plus qu'une telle situation se reproduise (nous sommes collectivement responsables). Les socialistes ont toujours gagné lorsqu'ils ont été unis.
Il faut repartir au combat avec un moral nouveau et des armes nouvelles. Il est temps de prendre un nouveau départ : Béré a ramassé les billes, qu'il les distribue aux plus démunis, en respectant solidarité et responsabilité.
Mobilisons-nous, nous n'avons de leçon à recevoir de personne, surtout de la droite. Ne soyons pas des morts roses, puisque la morosité du temps est entretenue par la droite. Agissons, mais aussi informons, expliquons. Expliquons, rappelons notre bilan social et économique. Faisons savoir ou remettons en mémoire ce que le PS a fait depuis 1981. Que le Parti se rassemble, se remette au travail et nous gagnerons.
Pour terminer, j'aurai une pensée émue pour les sympathisants socialistes de Midi-Pyrénées qui, par le vote des élus Chasse, pêche et traditions, ont porté la droite à la présidence de la région dès le premier tour (ce qui est bien un vote politique). Un de mes amis de 66 ans, sympathisant socialiste de toujours, m'a confié son amertume d'avoir été trompé.
Il y a des sociétés de classe et de pêche à droite... Demain, il y en aura à gauche.
J'en ai tiré la leçon. J'invite tous les camarades chasseurs et pêcheurs de France à rentrer dans les bureaux des sociétés afin qu'on ne soit plus manipulés à l'avenir.

JACQUES DELPHIN
Montréjeau (40).

AU TRAVAIL (bis)

Défaite. Désastre. Déconfiture. Déroute, que ne l'a-t-on entendu, depuis des semaines, chaque matin, chaque midi, chaque soir, avec hargne, de façon à ce qu'on soit bien convaincu que la gauche, c'est foutu, qu'il n'y a pas de solution de rechange à ce que la droite revienne au pouvoir, non plus pour 23 ans, mais cette fois à jamais. C'est ce qu'elle appelle l'alternance.
Et pourtant, moi, je crois que rien n'est tout à fait perdu. Bien sûr, nous ne retrouverons jamais l'euphorie de 1981. Aussi ai-je essayé d'analyser ce que, vous-mêmes, appelez une défaite annoncée.
Et je vois trois raisons.
Et tout premier lieu, le matraquage de la droite. En deuxième lieu, le relais concerté et enthousiaste de tous les journalistes de la télévision. (...)
En troisième lieu, la faiblesse désespérante de nos gouvernants à communiquer. Face aux deux handicaps ci-dessus, il faudrait parler haut, fort et juste, accrocher l'opinion par un discours efficace. Or, je n'entends que mollesse, soupirs et désenchantement. Surtout ne pas capituler face aux actions factieuses. Liberté n'a jamais voulu dire laisser tout faire. Réagir et sanctionner, affirmer l'autorité de l'Etat, c'est cela aussi gouverner. La France ne poursuivra ses performances que si elle est un Etat fort, respecté, non seulement dans le monde mais surtout dans le pays. Aujourd'hui, il m'apparaît que l'Etat n'est plus respecté alors que renaissent tous les corporatismes de sinistre mémoire. Il appartient à nos gouvernants de juguler la crise morale que traverse le pays et dont les résultats de dimanche sont la conséquence. Il reste douze mois, c'est peu, très peu. Cette année, pas de vacances. Au travail, tous sur les routes, dans les usines, dans les campagnes. Et bon courage !

JEAN HUBERT
Saint-Pée-sur-Nivelle (64).

suite page 8...

Vendredi

10, rue de Solferino 75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174 ; Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
TELEPHONE : *pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom*

DIRECTION
Directeur de la publication : Bernard Roman (78.48)
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Pierre Guidoni, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, François Rebsamen, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)
Politique : Jean-Pierre Bedeï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secr. de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92) Taoufik Khatib (78.54)
Photo : Pascal Lebrun, Josette Serreau (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56), Sabine Sebah (79.04)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 42.21.40.90

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
M. Dewanckel (couv.) ; Collection Viollet (pp. 3 et 21) ; F. Durand / Sipa-Press (p.10) ; Imapress (p.14) ; J. Nicolas / Sipa-Press (p.15) ; H.H.A. / Sipa-Press (p.16) ; Lutji Ozkok (p.19) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 190.000 ex.

CETTE SEMAINE

2 *Courrier*

POLITIQUE

4 *Avec la mission de convaincre*
5 • *Gouvernement : un an pour la reconquête*
• *Laurent Fabius*
7 *Les Verts se sentent mûrs pour gouverner*

SOCIETE

9 *Comprendre le racisme pour le combattre*

ECONOMIQUE/SOCIAL

10 • *La CFDT en congrès : remise à jour, pluralisme et stratégie*
• *Handicapés*

11 à 13 DOSSIER
100% de qualifiés
11 *L'échec scolaire n'est pas une fatalité*
12 *Un mal européen*
13 *A Biache-Saint-Vaast : quand les jeunes redécouvrent l'école*



▲ *Pierre Bérégovoy et Edith Cresson, après la passation de pouvoir (pp. 4 à 9).*



▲ *Dossier : l'échec scolaire (pp. 11 à 13).*



▲ *Pages d'écriture (p. 21).*

INTERNATIONAL

14 • *Italie : et maintenant ?*
• *Régionales allemandes : inquiétude et protestation*
15 *De l'huile sur le feu yougoslave*
16 • *Autant de Kurdes, autant de démarches*
• *Pérou*
17 *Asie du Sud-Est*

VIE PRATIQUE

18 *Loteries : souvent l'arnaque*

CROQUIS

19 • *Lettre à...*
• *Virgil Tanase*

CULTURE

21 • *Télévision*
• *Pages d'écriture*
22 • *Post-scriptum*
• *Film : "Sang chaud pour meurtre de sang-froid"*

INVITE

23 *Jean-Pierre Le Dantec*

Claude Estier

3 avril

Ces éditorialistes impatients, Philippe Tesson, Philippe Alexandre et quelques autres, qui s'indignaient, hier matin, que le président de la République n'ait pas encore désigné un nouveau premier ministre, affirment ce matin, avec leur habituel ton péremptoire et grinçant, que la nomination de Pierre Bérégovoy ne correspond pas à l'attente des Français. Manque de chance : deux sondages les contredisent. Pour "Le Parisien" (CSA), 59% des personnes interrogées pensent que cette nomination est "une bonne chose" et 52% croient qu'elle va donner "un nouvel élan" au gouvernement. Pour "Le Figaro" (SOFRES), 55% estiment que François Mitterrand "a tiré les leçons des récents scrutins" (28% étant d'un avis contraire) et 50% (contre 16%) jugent qu'avec Bérégovoy, il a fait "un bon choix".
Jacques Toubon, avec qui je débattais hier soir sur RTL, m'a concédé que l'arrivée de Bérégovoy va provoquer "mécaniquement" une remontée du PS. C'est sans doute pour cela que l'opposition se déchaîne déjà.

4 avril

Le président de la République avait-il un autre choix possible que celui de faire appel à Pierre Bérégovoy ? Les commentateurs qui posent cette question y répondent généralement par la négative. Sans doute François Mitterrand aurait-il aimé garder quelque temps encore Edith Cresson. Le double échec des 22 et 29 mars, qui a sanctionné le gouvernement au moins autant que le Parti socialiste, rendait inévitable le changement de premier ministre. A partir du moment où Jacques Delors exprimait le souhait de demeurer à Bruxelles pendant la période de ratification des accords de Maastricht, le choix de Bérégovoy s'imposait. L'accueil chaleureux que lui ont fait les parlementaires socialistes à qui, à peine nommé, il réservait sa première visite et son premier discours, montre qu'il aborde ses nouvelles fonctions avec un capital de confiance auquel s'ajoute l'estime et le respect qu'il a su s'attirer dans des milieux souvent fort éloignés de la gauche.
Le nouveau premier ministre peut compte sur un Parti socialiste solidaire mais dont les récentes élections ont montré l'isolement. Ce que reflète la composition du gouvernement où l'ouverture se limite désormais à Bernard Tapie, qui n'est pas de la famille, et à Jean-Marie Rausch, qui a su rompre avec la sienne. L'équipe gouvernementale n'en est pas moins rajeunie, renouvelée, féminisée (sept femmes sur quarante et un ministres et secrétaires d'Etat au lieu de six sur quarante-cinq). Elle ne peut pourtant espérer que la droite, qui se voit déjà aux portes du pouvoir, lui laisse le moindre répit, en particulier au cours de la session parlementaire qui s'ouvre effectivement cette semaine. L'habileté et le métier de Pierre Bérégovoy ne seront pas de trop à la fois pour franchir les obstacles et pour protéger le président, atteint en première ligne ces derniers mois, et qui doit pouvoir reprendre de la distance. Le pari est ardu. Je ne m'associe pas aux prophètes de malheur qui affirment qu'il est perdu d'avance.

6 avril

Les élections régionales allemandes dans le Bade-Wurtemberg, le plus prospère des länder, et dans le Schleswig-Holstein devraient faire réfléchir ceux qui, chez nous, ne voient que l'échec des socialistes aux régionales. Outre-Rhin, c'est aussi le parti au pouvoir -mais là, ce sont les chrétiens-démocrates conservateurs- qui recule sérieusement, non pas au profit du SPD, mais de petits partis et surtout de l'extrême droite néonazie conduite par l'ancien officier SS Franz Schönhuber, grand ami de Le Pen. Il n'y a pas là de quoi se réjouir, mais le constat s'impose, si l'on y ajoute le succès des ligues en Italie, que la crise de la démocratie ne se limite pas aux frontières de l'Hexagone.

avec la mission de convaincre

Des propositions d'activité ou d'emploi pour les 900.000 chômeurs de longue durée, l'arrêt des essais nucléaires pour 1992, la lutte contre la corruption... Déterminé et inspiré, tel est apparu Pierre Bérégovoy devant le Parlement pour annoncer la politique du gouvernement pour les onze mois d'ici aux élections législatives de 1993.

Bien accueilli par les Français consultés par sondage, le nouveau premier ministre a fait preuve d'autorité, d'imagination et surtout d'audace et de détermination. Décider, expliquer et convaincre, telles sont les trois démarches assignées à son équipe dont il a pris soin de mobiliser personnellement chaque responsable.

Dans tout son développement, Pierre Bérégovoy a montré qu'il savait lire des résultats électoraux et qu'il avait pris le temps de comprendre les messages des électeurs.

En réponse, il propose un calendrier et fixe pour onze mois les propositions d'action. Son projet de société, "solide et tonique" selon les députés Auroux et Planchou, s'articule, pour l'urgence, autour de six grands chantiers : éducation, Sécurité sociale, environnement, modernisation du service public, intégration des immigrés, paix et désarmement. Convaincu "qu'une partie n'est jamais perdue d'avance", Pierre Bérégovoy a refusé les recettes miracles et plaidé pour le calme, la persévérance mais aussi la lucidité.

Animé d'un résolu esprit de réforme et désireux de bousculer les habitudes, il a fait preuve de conviction dans les annonces.

EUROPE

"Faire l'Europe sans défaire la France, ce sera l'occasion de voir ceux qui sacrifient l'avenir au nom d'un nationalisme frileux et ceux qui le préparent au nom d'un patriotisme audacieux."

CHOMAGE

"L'endiguer puis le réduire : c'est notre nouvelle frontière sociale, car c'est la cause principale des inégalités." Pour ce faire, il faut accélérer la croissance et anticiper la mise en œuvre de mesures symboliques et significatives comme la suppression du taux majoré de TVA à 22% qui ne devait intervenir que le 1er janvier 1993. Soit 5 milliards d'injection de pouvoir d'achat, de quoi encourager la reprise. Ainsi, au 13 avril, le prix des voitures particulières baissera-t-il de 2,8%. Mais il faut aller plus vite et plus fort, par le partage du travail : encouragements au temps partiel, à la préretraite et négociations reprises avec les syndicats avant la fin du mois.

CHOMEURS DE LONGUE DUREE

"Nous avons une obligation morale, a constaté le premier ministre, assurer à chacun sa dignité d'homme et de citoyen. C'est une révolution dans les mentalités", constate le chef du gouvernement qui annonce une mesure sans précédent et précise : "900.000 chômeurs de longue durée se verront proposer avant la fin octobre soit un emploi, soit une formation adéquate, soit une activité d'intérêt général." Quel défi !

INSECURITE URBAINE

"Elle frappe d'abord les Français les plus défavorisés. La sécurité est l'un des tout premiers droits de l'homme. J'entends qu'il soit garanti pour tous." Cette déclaration est étayée par la relance de l'action sur les banlieues et les causes sociales de la délinquance.

CORRUPTION

"Si le pays veut retrouver confiance en lui-même, il faut d'abord qu'il retrouve confiance en ceux qui le représentent et en ceux qui le dirigent", affirme le premier ministre sous les hurlements de l'opposition. Il poursuit tout de même : "Toutes les procédures seront conduites à leur terme dès lors qu'elles révèleront des actes frauduleux commis à des fins d'enrichissement personnel. S'il y a des dossiers qui traînent, croyez-moi, ils ne traîneront plus longtemps."



Le nouveau gouvernement : 26 ministres et 15 secrétaires d'Etat réunis autour du président de la République et du nouveau premier ministre Pierre Bérégovoy à l'issue de son premier conseil des ministres, le 8 avril 1992.

EDUCATION
"L'école prépare l'avenir de la France. Nous devons préparer l'avenir de l'école. Je souhaite que Jack Lang ouvre un débat avec toutes les parties intéressées." Et Pierre Bérégovoy de préciser : "un projet de modernisation à la hauteur des exigences de l'an 2000, qui tienne compte de l'œuvre entreprise par Lionel Jospin. L'esprit de réforme ? Ni statu quo, ni précipitation ; une modernisation négociée."

SECURITE SOCIALE
"Je veux rassurer les Français : il n'y aura pas de médecine à deux vitesses, il n'y aura pas de remise en cause des rétraites," a promis le chef de gouvernement en annonçant une distinction claire entre les fonctions de solidarité nationale de l'Etat et les fonctions d'assurance collective de la SS.

ENVIRONNEMENT
"La recherche des équilibres écologiques doit infuser toute la politique gouvernementale. Chaque fois qu'un ministre prend une décision, il doit se demander : quel impact sur l'environnement ?"

MODERNISATION DU SERVICE PUBLIC
"La France ne peut se permettre de vivre avec un Etat faible."

INTEGRATION DES IMMIGRES
"Ils ont le droit de vivre dans le calme, la dignité et la sécurité. Mais ils ont aussi des devoirs, d'abord celui de respecter les usages de la France et les lois de la République. Je pense à la laïcité."

PAIX ET DESARMEMENT
"Il faut donner un coup d'arrêt au surarmement et d'abord à l'accumulation sans fin des armes atomiques."
Le premier ministre a en outre clarifié la situation : le mode de scrutin des élections législatives ne sera pas modifié pour 1993 même s'il engage immédiatement une grande réflexion sur ce sujet.
Le premier secrétaire du PS, Laurent Fabius, l'a soutenu au nom du groupe socialiste :
"Vous êtes l'homme de la confiance économique, nous souhaitons que soyez l'homme de la confiance sociale."

L.C.-S.

gouvernement Bérégovoy : un an pour la reconquête

En nommant Pierre Bérégovoy à Matignon, François Mitterrand a choisi un homme de confiance pour préparer la rude bataille des législatives. Objectif de la nouvelle équipe gouvernementale : mieux prendre en compte les difficultés concrètes des Français.

Le 10 mai 1988, deux jours après sa réelection, François Mitterrand invite trois convives à déjeuner dans la bibliothèque de l'Elysée : Jean-Louis Bianco, Michel Rocard et Pierre Bérégovoy. Ces hommes ont un point commun : ils sont de "virtuels" premiers ministres. La discussion roule sur la défaite de Chirac, la Nouvelle-Calédonie, l'opportunité d'une dissolution de l'Assemblée nationale. Alors que François Mitterrand affiche une sérénité égayée par une pointe de satisfaction, ses trois commensaux ne peuvent s'empêcher de masquer une certaine crispation. Ils pressentent, qu'au cours du repas, le président va désigner l'un d'eux comme chef du gouvernement. Mais lequel ? Il leur faudra attendre le café pour que François Mitterrand mette un terme au terrible suspens : "L'une des forces du socialisme en France est de compter dans ses rangs beaucoup de gens de qualité et de talent. A mes yeux, les talents des uns et des autres sont très équivalents. Mais il y a des situations de fait." Se tournant alors vers Pierre Bérégovoy, il conclut : "En ce moment, il y a une petite prime pour Michel Rocard." Pierre Bérégovoy accuse le coup. En quittant l'Elysée, il pense sans doute qu'il en est fini de ses chances d'accéder à Matignon... Il se consolera en héritant le poste prestigieux de ministre de l'Economie et des Finances. Quatre ans plus tard, il succède à Edith Cresson. Comme quoi la ténacité paie en politique : Pierre Bérégovoy n'a-t-il pas été un prétendant à Matignon à chaque changement de gouvernement depuis 1983, hormis la période de cohabitation ?

RETOUR AU CLASSICISME

En nommant Edith Cresson en 1992, François Mitterrand avait opté pour le volontarisme afin de donner un nouvel élan à la politique gouvernementale. En appelant Pierre Bérégovoy, il opère un retour à un classicisme plus rassurant pour l'opinion publique et les socialistes. Il sait qu'il peut compter sur son nouveau premier ministre pour éviter tout dérapage économique... ou verbal.

CONSOLIDER, AMELIORER, ANTICIPER

Qu'attendre du gouvernement de Pierre Bérégovoy qui, dans des circonstances difficiles, se met en place avec notre total soutien ? Consolider, améliorer, anticiper.
Consolider le redressement économique, sans lequel la justice sociale ne serait qu'une illusion. Consolider la construction économique, sociale et démocratique de l'Europe, sans laquelle celle-ci serait livrée aux bureaucrates et aux marchands. Consolider la vitalité démocratique de notre pays, sans laquelle la sclérose menacerait nos institutions.
Améliorer la situation de l'emploi, c'est-à-dire autant que possible la croissance, son contenu en emplois, la méthode pour que davantage d'entreprises créent davantage d'emplois. Améliorer l'éducation et la formation, clefs de notre avenir collectif et de tant d'avenirs individuels. Améliorer la sécurité, qui est une garantie centrale de la démocratie. Améliorer l'environnement, le cadre de vie, l'aménagement du territoire. Améliorer l'image morale de la politique. Améliorer notre écoute des Français, le dialogue, la transparence.
Anticiper aussi : répondre aux inquiétudes -parfois fondées, parfois lourdes de fantasmes- de nos concitoyens, en disant clairement quelle société nous voulons bâtir dans les décennies qui viennent. Dessiner une société qui concilie la liberté et la solidarité, le respect des droits de l'homme et celui de l'environnement.
La tâche est rude. Du militant, dans sa section locale ou d'entreprise, aux responsables nationaux, nous en sommes tous partie prenante. Solidaires.

Laurent Fabius

Cette confiance, Pierre Bérégovoy l'a acquise progressivement en faisant ses classes au Parti socialiste puis au gouvernement. Initialement, il se situait dans des courants politiques que François Mitterrand ne prisait guère : la SFIO, puis le PSA et le PSU. Toutefois, après avoir subi l'influence de Pierre Mendès France, il se rapproche de François Mitterrand en soutenant sa candidature à l'élection présidentielle de 1965 puis en souhaitant entraîner le PSU au sein de la FGDS, en 1967. Renouant avec le Parti socialiste en 1969, il ne figure pas dans la coalition victorieuse à Epinay en 1971. Mais, deux ans plus tard, il devient secrétaire national du PS aux affaires sociales. Il ne quittera plus la direction du PS pour y occuper des postes clefs auprès de François Mitterrand (relations extérieures, responsable de la délégation socialiste au comité de liaison de la gauche lors de l'actualisation du programme commun).



▲ *Edith Cresson et Pierre Bérégovoy après la passation de pouvoir (4 avril 1992).*

En 1981, il est nommé directeur de campagne du candidat Mitterrand pour l'élection présidentielle. Après la victoire, il dirige l'antenne présidentielle qui a pour délicate mission d'assurer la transition jusqu'à la passation des pouvoirs. Tout naturellement, il entre à l'Elysée comme secrétaire général de la présidence avant d'entamer une carrière ministérielle qui le mènera des Affaires sociales à l'Economie et aux Finances de 1988 jusqu'à la semaine dernière. Sa rigueur, son acharnement au travail, ses talents de négociateur subtil ont fait de lui une pièce maîtresse du dispositif de François Mitterrand et justifient sa promotion à Matignon.

LES DEUX BOUTS DE LA CHAINE

A une période où les socialistes demandent une inflexion sociale de la politique gouvernementale, Pierre Bérégovoy apparaît comme l'homme pouvant concéder quelques "corrections de tir" dans ce domaine sans pour autant affoler les milieux financiers et industriels. L'un de ses paris sera précisément de tenir les deux bouts de la chaîne afin de permettre à la gauche de ressouder son électorat dans la perspective des élections législatives. "Pierre Bérégovoy a onze mois pour convaincre", souligne Pierre Mauroy.

Le premier ministre s'appuiera sur une équipe gouvernementale légèrement resserrée (quarante et un membres contre quarante-six sous Edith Cresson), quelque peu renouvelée avec l'arrivée de Michel Vauzelle, Ségolène Royal, René Teulade, Bernard Tapie, Emile Zuccarelli, Marie-Noëlle Lienemann, Jean Glavany, Charles Josselin et Martin Malvy.

Cette équipe très mitterrandiste répond-elle à la demande de renouveau exprimée par l'électorat lors des scrutins des régionales et des cantonales ? Dans la mesure où les principaux bénéficiaires de ces élections, Génération Ecologie et les Verts, refusaient respectivement de rester et d'entrer au gouvernement, il s'avérait impossible de procéder à une ouverture ou à des alliances dans cette direction. "Nous allons être entre nous pendant quelque temps", reconnaissait Pierre Bérégovoy devant les parlementaires socialistes, le 2 avril. Avant d'ajouter aussitôt : "Ce qui ne veut pas dire que nous allons nous fermer. Mais nous allons demander aux autres de se déterminer par rapport à nous. Le rassemblement autour du PS se fera si nous donnons une image ouverte et convaincue." Déjà, Antoine Waechter a changé un peu de ton à l'égard des socialistes. Et Pierre Bérégovoy, dans ses premières déclarations, n'a montré aucune réticence à nouer un dialogue avec les Verts. Un nouvel état d'esprit de part et d'autre qui permettra peut-être de dessiner des convergences aussi bien dans les régions qu'à la tête de l'Etat.

UNE HARMONIE RETROUVEE

En attendant, le premier ministre a tracé les grandes lignes de son action : priorité à la lutte contre le chômage, sécurité des Français -Paul Quilès est ministre de l'Intérieur mais aussi de la Sécurité publique-, ratification des accords de Maastricht, enfin, meilleure prise en compte des questions d'environnement. Des préoccupations de vie quotidienne qui recoupent exactement celles que Laurent Fabius avait exprimées au lendemain de la défaite électorale. Le gouvernement et le PS semblent donc marcher d'un même pas. Une harmonie qui devra être confirmée par le comité directeur des 11 et 12 avril. Mais Pierre Bérégovoy n'est pas prêt à tomber dans la démagogie : "Je ne promettrai pas de solution miracle et magique." Sa marge de manœuvre est étroite, et il le sait. Foin d'état de grâce. Les onze mois qui vont conduire le gouvernement Bérégovoy jusqu'aux législatives ne relèveront pas de la promenade de santé. D'autant que la droite, en redoublant ses tirs contre François Mitterrand, a donné très clairement le départ de la campagne électorale...

Jean-Pierre Bedeï

■ LE GOUVERNEMENT DE PIERRE BEREGOVOY ■

Ministres d'Etat

Education nationale et Culture : *Jack Lang*
Affaires étrangères : *Roland Dumas*
Fonction publique et Réforme administrative : *Michel Delebarre*

Ministres

Garde des Sceaux, Justice : *Michel Vauzelle*
Intérieur et Sécurité publique : *Paul Quilès*
Economie et Finances : *Michel Sapin*
Budget : *Michel Charasse*
Environnement : *Ségolène Royal*
Equipement, Transports et Logement : *Jean-Louis Bianco*
Industrie et Commerce extérieur : *Dominique Strauss-Kahn*
Travail, Emploi et Formation professionnelle : *Martine Aubry*
Agriculture et Forêts : *Louis Mermaz*
Affaires sociales : *René Teulade*
Santé et Action humanitaire : *Bernard Kouchner*
Ville : *Bernard Tapie*
DOM-TOM : *Louis Le Pensec*
Recherche et Espace : *Hubert Curien*
Poste et Télécommunications : *Emile Zuccarelli*
Jeunesse et Sports : *Frédérique Bredin*

Ministres délégués

● auprès du ministre des Affaires étrangères
Affaires européennes : *Elisabeth Guigou*
Affaires étrangères : *Georges Kiejman*
Coopération et développement : *Marcel Debarge*

● auprès du ministre de l'Economie et des Finances
Commerce et Artisanat : *Jean-Marie Rausch*

● auprès du ministre de l'Equipement
Logement et Cadre de vie : *Marie-Noëlle Lienemann*

● auprès du ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur
Tourisme : *Jean-Michel Baylet*

Secrétaires d'Etat

Anciens combattants : *Louis Mexandeau*

● auprès du premier ministre
Relations avec le Parlement et Porte-parole du gouvernement : *Martin Malvy*
Aménagement du territoire : *André Laignel*
Grands travaux : *Emile Biasini*

● auprès du ministre de l'Education nationale et de la Culture
Enseignement technique : *Jean Glavany*
Communication : *Jean-Noël Jeanneney*

● auprès du ministre des Affaires étrangères
Francophonie et Relations culturelles extérieures : *Catherine Tasca*

● auprès du ministre de l'Intérieur et de la Sécuité publique
Collectivités locales : *Jean-Pierre Sueur*

● auprès du ministre de la Défense
Jacques Mellick

● auprès du ministre de l'Economie et des Finances
Droits des femmes et Consommation : *Véronique Neiertz*

● auprès du ministre de l'Equipement, du Logement et des Transports
Transports routiers et fluviaux : *Georges Sarre*
Mer : *Charles Josselin*

● auprès du ministre des Affaires sociales et de l'Intégration
Famille, Personnes âgées et Rapatriés: *Laurent Cathala*
Intégration : *Kofi Yamgnane*
Handicapés : *Michel Gillibert*

les Verts se sentent mûrs pour gouverner

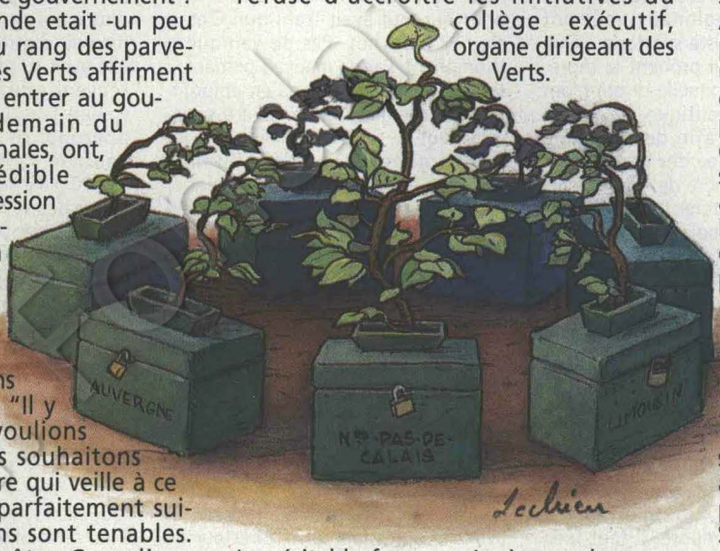
Les Verts, parti de gouvernement ? Leurs dirigeants s'y voient déjà, Waechter compris. Mais pas au point de brader leur utopie et non sans réticences des puristes et, surtout, de la base.

Les Verts devraient-ils attendre, pour participer à un exécutif, "que les conditions de passage à une société écologiste" soient réunies ? Cette interrogation, propre à toute formation politique naissante, n'a déjà quasiment plus cours dans le mouvement. La mise en avant d'Antoine Waechter, martelant un "ni-ni" peu propice à la discussion politique, a longtemps poussé à une distinction simpliste entre "bons écologistes réalistes" de Génération Ecologie et "fondamentalistes sectaires" verts. Lors de leur CNIR (Conseil national interrégional) du 5 avril, à Lyon, certains Verts ont d'ailleurs regretté cette "image monolithique, un peu austère". Ils en appellent, avec le Lillois Guy Hascoët, à une représentation mosaïque avec les Voynet, Blandin, Cochet, Anger... pour représenter leur diversité.

Alors, les Verts, parti de gouvernement ? Tandis que Brice Lalonde etait -un peu rapidement- rangé au rang des parvenus inconséquents, les Verts affirment que les sollicitations à entrer au gouvernement, au lendemain du second tour des cantonales, ont, en partie, rendu crédible cette hypothèse. L'accession inattendue de Marie-Christine Blandin à la présidence de la région Nord-Pas-de-Calais a été un autre signe. Cette dernière a précisé ses intentions sur cette présidence : "Il y aurait abus si nous voulions tout verrouiller. Nous souhaitons être un chef d'orchestre qui veille à ce que la partition soit parfaitement suivie... Nos propositions sont tenables. Nous n'allons pas arrêter Gravelines demain et mettre une bougie sur tous les bureaux..."

Malgré la contradiction apparente de ses positions anciennes et actuelles, Waechter se sent en position de force : "Nous pouvons être désormais des candidats de rassemblement." Il paraît décidé à la bataille : "Notre démarche est éminemment politique. Ce n'est pas après les législatives qu'il faudra se demander ce qu'il faut faire... Dans les mois qui viennent, le débat sera dur. A commencer sur le programme économique. Nous devons l'accepter... réagir face à l'assaut d'intellectuels dont le discours consiste à dire que l'écologie est un succédané du fascisme." Les Verts prennent acte des critiques formulées tout au long de la campagne. Sur le fond, ils tiennent à distinguer l'objectif à long terme, "l'horizon utopique dont nous n'avons pas à avoir honte", des mesures concrètes à prendre à court terme. Guy Hascoët n'hésite pas à reprendre la formule de Brice Lalonde, "agir plutôt que gémir", estimant, par exemple, qu'il est plus efficace d'agir vraiment pour le développement des énergies de substitution, jusqu'à ce que la filière nucléaire perde sa position dominante, plutôt que de demander l'arrêt immédiat de toutes les centrales. Certains, à la base, ne l'entendent pas de cette oreille : "On réduit la lutte antinucléaire à l'arrêt de Super-Phénix. On réduit les luttes des militants à presque rien pour négocier quelques postes au gouvernement."

Toutefois, c'est sur la forme qu'apparaissent les divergences les plus importantes, entre la base et les dirigeants comme au sein même de l'équipe dirigeante. En premier lieu, sur le fonctionnement du mouvement. La spontanéité des Verts a ses charmes mais le CNIR, par exemple, où chacun prend la parole comme il l'entend, verse souvent dans la confusion. A l'heure du bilan, Antoine Waechter s'est plaint de ces lourdeurs, évoquant "la liberté totale de Lalonde par rapport à sa formation qui lui a permis de réagir heure par heure aux sollicitations..." Les militants ont toutefois refusé d'accroître les initiatives du collège exécutif, organe dirigeant des Verts.



La véritable fracture s'opère sur la question de la tactique politique et des éventuelles alliances. "Accepte-t-on d'arriver à l'an 2000 en étant seulement un contre-pouvoir ou envisage-t-on de passer des compromis avec d'autres forces ?", s'est interrogée Dominique Voynet, la Franc-comtoise. Avec d'autres, de la tendance "Verts pluriel", elle brocarde la timidité d'Antoine Waechter sur ce point. Ce débat sous-tendait l'organisation d'assises de l'écologie politique qui auront lieu d'ici à l'automne. Pour Jean-Luc Bennahmias, "les assises devraient permettre d'aborder les législatives de manière unitaire, avec tous ceux pour qui l'écologie est l'axe principal de la transformation de la société." Sans qu'il soit question de fusion avec Génération Ecologie ou l'AREV (l'Alliance des Rouges et Verts), c'est aussi avec eux qu'il souhaite "engager de véritables discussions, puis s'entendre sur la répartition des circonscriptions." Pas si vite, répondent les supporters d'Antoine Waechter, telle Andrée Buchmann. "Les Verts sont-ils là pour réformer la gauche ou pour être une force politique autonome ?" Ceux-là ont fait en sorte que la liste des participants aux assises reste floue. Invitation est lancée aux citoyens et aux acteurs sociaux, sans qu'il soit question, entre autres, de Génération Ecologie.

Les militants de base craignent enfin que les Verts ne se dévoient dans le jeu politique ordinaire et n'ont pas voulu approuver, à propos de l'organisation de ces assises, le paragraphe stipulant que "la stratégie des Verts est celle d'une formation politique qui propose aux autres forces politiques démocratiques un débat sur ses propositions pour conduire les affaires publiques." Ce combat n'est-il pas déjà d'arrière garde ?

Sorti du gouvernement et désireux d'expliquer son parcours dans le pays, Brice Lalonde annonce la présence d'un écologiste aux prochaines présidentielles. Il reconnaît, au détour d'une phrase, que son projet essentiel reste la constitution d'une organisation réformiste que l'écologie en constitue ou non le thème principal. "L'écologie n'est pas à marier", répète, de son côté, Antoine Waechter. Les hésitations des Verts ne sont peut-être que les dernières coquetteries d'une jeune promise.

M. T.

■ LA GAUCHE EUROPEENNE ■ APRES LA CHUTE DU COMMUNISME

Le colloque organisé les 23 et 24 novembre 1991 à la Maison de la Chimie par la Fondation Jean-Jaurès fait l'objet de la dernière livraison de la "Revue politique et parlementaire". Cette publication est bienvenue, car elle permet de lire ou relire avec intérêt les interventions des nombreuses personnalités et des intellectuels français et étrangers qui avaient participé aux huit tables rondes ou aux séances plénières. Un document qui donne à réfléchir et qui mérite d'être conservé. A noter aussi un texte de Pierre Uri au titre provocateur, "Rendre la parole aux citoyens".

RPP, 96 P. 70 F.

■ UNE REFLEXION OPTIMISTE ■

Comment revivifier la démocratie et donner un souffle nouveau au débat et à la vie collective alors qu'explose la communication et s'atrophient associations, syndicats et partis ? Une réflexion optimiste du nouveau ministre de l'Intérieur qui ragaillardit le moral, au moment où l'on en a besoin. L'auteur n'oublie pas qu'il a été ministre de la Poste où il a engagé une réforme d'envergure dont il explique la genèse, dans une deuxième partie.

"NOUS VIVONS UNE EPOQUE INTERESSANTE, REPONSES A LA MOROSITE",
PAUL QUILES.
GAUCHE CONTACT. 144 P. 47 F.

Suite courrier...

DEUX ACTIONS

Il faut "faire renaître l'espoir". Je vois deux actions à mener conjointement et vite.

A - Que nos instances nationales fassent plancher toutes les sections et sous-sections de France et de Navarre sur ce thème : dresser le bilan des réalisations et manquements de notre Parti au pouvoir pendant deux législatures, à la lumière des 119 propositions. Mea culpa indispensable, fierté également.

Chacun pourra alors citer et propager les réalisations faites depuis 1981. Peu de membres de notre Parti sont capables de dresser cet inventaire. Et c'est indispensable pour les prochaines campagnes électorales.

B - L'Europe. C'est là le point capital : quelle Europe veut-on ?

• Ni celle des banques, ni celle des technocrates, ni celle du Vatican, ni celle des patries que l'on propose mielleusement.

• Il faut l'Europe des peuples.

Ce sera le point capital de nos travaux en sections et sous-sections. Dans l'Europe des Douze qui se crée, des peuples clament leur désir d'identité à l'intérieur des "patries" où l'histoire les a enfermés : peuple wallon, peuple flamand, peuple basque de France et d'Espagne, peuple corse dont l'identité est cependant reconnue... Tous ces peuples voteront, à l'intérieur de leur patrie, pour élire des députés européens qui gouverneront l'Europe de demain des Douze et, plus tard, les peuples de Brest à l'Oural, qui viennent de se libérer. Le premier mouvement de ces élus sera de chercher à unir leurs aspirations. Elus des travailleurs et élus représentant ce contre quoi nous luttons : banques, dogmatisme, militarisme, patriotisme désuet... Il y aura la gauche et la droite. C'est à chaque parti socialiste en Europe à faire en sorte que le plus grand nombre de véritables européens soient élus par les prolétaires et travailleurs des douze nations construisant l'Europe.

Il faut que les socialistes d'aujourd'hui sachent, comme leurs aînés du début de siècle, que ce sont les patries qui ont engendré les guerres et perdu chaque paix. L'Europe de demain ne doit pas être une fédération de ces patries, mais celle des peuples qui y sont disséminés.

Soyons persuadés que, si un proche congrès national du Parti se tient pour clarifier nos idées et proposer cette Europe de "braves gens", à la suite des travaux de toutes les sections, nous ferons "naître l'espoir" et renaître l'espoir en notre Parti.

Le temps presse : demain, ce sera la ratification des accords de Maastricht. Que ce soit dans chaque chambre, ou en congrès à Versailles, ou par référendum. Peu importe. Nous sommes au pied du mur : nous ne pouvons pas rater l'Europe.

FRANÇOIS GRAUX
Villefranche-sur-Cher (41).

CERTITUDES

Les électeurs se sont exprimés, il en résulte une mise en cause des partis traditionnels. Deux pistes sont nettement marquées : une volonté de la prise en compte des exigences écologiques et, pour d'autres, un vote refuge vers l'extrémisme sans souci du risque liberticide.

En outre, les appareils politiques des nouveaux élus régionaux nous ont montré un bien triste spectacle ! Que penser de ceux qui prônent la représentation proportionnelle et qui n'ont pas la maturité politique nécessaire pour se grouper afin de créer une majorité ? Le groupe des Verts a trahi le suffrage de nombre de ses électeurs en refusant de soutenir un candidat se réclamant de l'écologie et en préférant voter pour la droite. Les responsables commmunistes, oubliant les combats communs, jettent aux orties la discipline républicaine et s'enferment dans l'isolement. Cette position est déconcertante dans notre région où de très nombreuses municipalités sont organisées autour de l'union de la gauche et des forces de progrès. Les citoyens et les militants de base jugeront.

Ces péripéties ne doivent pas nous décourager d'agir. Un repositionnement politique s'impose. Il faut bien constater l'échec, avec l'émiettement des mouvements politiques dont l'érosion a commencé il y a trois ans. Seul un grand mouvement, rassembleur autour d'un programme novateur, ambitieux mais réaliste, pourra prétendre au succès électoral lors des prochaines législatives. Ce mouvement peut être le Parti socialiste à la condition que celui-ci s'ouvre largement et poursuive sa propre démocratisation. Quant au programme, il doit fixer les grands principes permettant de se situer et de se repérer pour comprendre les démarches et les combats politiques. Principes assimilant à la fois les exigences d'une société plus humaniste sur le plan social (emploi, protection sociale, logement...) et sur le plan écologique, sans oublier la nécessité d'une société plus dynamique, notamment en économie, sans retenue idéologique, pour aider la libre entreprise et la responsabilisation des partenaires.

Ne baissons pas les bras, n'abandonnons pas le terrain aux apprentis sorciers ! Si nous voulons que nos luttes passées gardent un sens, mettons-nous en question et préparons-nous à reprendre le flambeau de l'espoir. C'est vital pour la jeunesse et pour le moral de la société. Que les plus incertains se transforment en volontaires nourris de certitudes !

ALAIN LECOMTE
Agde (34).

S'ADAPTER

Des raisons d'espérer dans la grisaille politique actuelle. La région Nord-Pas-de-Calais a changé, certes. Mais de la confusion est sorti un accord PS-PC-écologistes. C'est bien là l'annonce, les prémisses d'une recomposition tant attendue de la gauche. L'enjeu politique est apparu pour une fois et, c'est rare, plus important que l'enjeu de pouvoir. Il n'y a pas eu de bagarre pour savoir qui avait voté pour qui, qui avait trahi qui. C'était clair. C'était net. Pas de vainqueur triomphant. Pas de mauvais perdant.

Je pense que ce n'est qu'en empruntant ces chemins-là que le Parti socialiste peut se ressourcer, aller vers les jeunes générations de militants, s'adapter à son temps sans se renier et construire un véritable grand dessein pour cette fin de siècle.

JEAN-YVES LETESSIER
Saint-Lô (50).

FEMMES

Petit-fils d'Etienne Bécart, décédé en 1988, militant socialiste de l'adolescence à son dernier soupir, élu socialiste de l'Avesnois avant et après la guerre, directeur de cabinet de Léo Lagrange (ministre de la Jeunesse et des Sports en 1936), né de parents socialistes, je me souviens d'une enfance bercée par l'Internationale, l'athéisme, l'antiracisme, la lutte contre l'antisémitisme et pour l'égalité de l'homme et de la femme.

Aujourd'hui, malgré les difficultés (chômage, logement, etc.) je suis toujours, et quoiqu'il arrive, socialiste, et j'en profite pour souhaiter bonne chance à Pierre Bérégovoy.

Pierre Bérégovoy, justement, était à Maubeuge le 19 mars, et j'étais dans la salle (250 personnes) en compagnie de mon épouse et de ma mère.

A la tribune, 10 ou 12 élus socialistes de la région, dont notre camarade Françoise Casail (qui nous avait fait profiter de son véhicule), encore conseillère régionale ce jour-là et candidate, et conseillère municipale de Fourmies.

Trois intervenants : Alain Carpentier, maire de Maubeuge et conseiller général, Michel Lo Giacco, président du Syndicat intercommunal du bassin de la Sambre (SIBS) et candidat malheureux aux futures cantonales, et Pierre Bérégovoy. Et notre pauvre Françoise Casail, isolée à la tribune, sans parole et jamais citée par les orateurs.

Alors moi, socialiste toujours, oui, mais quand on se flatte de présenter x% de femmes, d'avoir nommé Edith première, je dis, messieurs, réfléchissez.

Et merci, mesdames, d'être encore parmi nous.

FRANCIS TITEUX
Avesnelles (59).

EDITH

C'est avec tristesse que j'ai appris la démission d'Edith Cresson ce matin. Pourquoi tant d'acharnement contre elle ? De la part de la droite, on le comprend, mais de la part de certains socialistes, et non des moindres, on ne comprend pas ! Elle n'avait pas obtenu des résultats plus mauvais que ses prédécesseurs, bien au contraire, et, dans l'adversité, elle avait su se montrer courageuse et souvent efficace. On sentait qu'elle voulait faire bouger les choses. Alors, pourquoi cette haine contre elle ? Pourquoi ce sondage dès dimanche soir 20 h sur son départ ? Alors qu'à la même heure, dans son canton, les électeurs venaient de la réélire.

Pour n'avoir pas su nous mobiliser à temps dernière celle qui osait faire front, nous avons subi l'une des plus sévères défaites de notre histoire, et ce n'est pas en revenant au consensus mou, l'œil fixé sur les sondages, que nous retrouverons notre électorat. Ce que les électeurs ont condamné les 22 et 29 mars, ce n'est pas le socialisme, mais une politique qui, depuis 1983, s'en était éloigné, et dans laquelle ils ne se reconnaissaient plus.

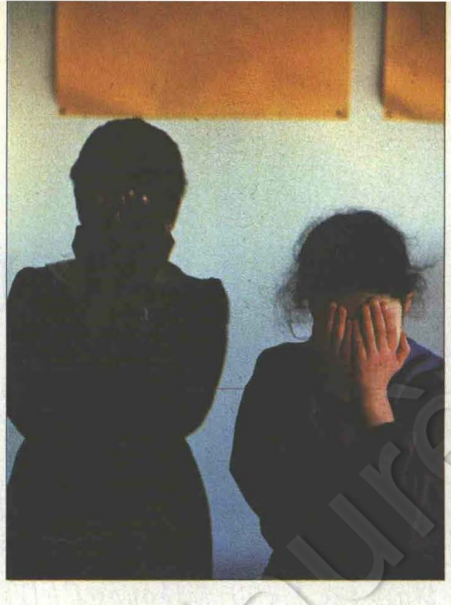
Pour remobiliser nos électeurs, il va falloir retrouver nos valeurs de solidarité, de fraternité, de courage et Edith nous a montré le chemin. Cela passe pour un débat franc et loyal, pour le respect des camarades, par de l'intelligence et de l'imagination, par un engagement militant au service de la République, au service d'un idéal socialiste.

Merci Edith de nous avoir ouvert la voie, merci et à demain !

MAURICE VIOLS
Palavas-les-Flots (34).

connaître le racisme pour le combattre

Le rapport de la Commission des droits de l'homme dessine mieux les contours du racisme en France. Un racisme plus d'opinion que de violence qui traduit une peur de perte d'identité.



Depuis maintenant trois ans, la Commission consultative des droits de l'homme est chargée d'un rapport au gouvernement sur la lutte contre le racisme et la xénophobie. Il a même été institutionnalisé en 1990 : l'obligation de le faire paraître annuellement figure dans l'article 2 de la loi "tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe", dite loi Gayssot. L'originalité de la dernière mouture qui traite de l'année 1991 est qu'à la traditionnelle évaluation du racisme, de la xénophobie, vient s'ajouter le recensement des principales analyses sur le phénomène, et tout ce qu'en amont ou en aval il met en jeu : différences, intégration, interrogations identitaires. Cette radiographie de la société française s'appuie tout à la fois sur les constatations des pouvoirs publics, des administrations, des associations antiracistes, l'enquête réalisé par des sociologues autour de Michel Wieviorka (1) et l'analyse d'experts comme Pierre-André Taguieff, André Glucksmann, Dominique Schnapper, Bernard Charlot, Adil Jazouli et Jacqueline Costa-Lascoux.

LES CHIFFRES...

Le ministère de l'Intérieur a recensé les actions (attentats, agressions, déprédations, incendies) qui ont augmenté, passant de 72 en 1990 à 90 en 1991, et les menaces (inscriptions, tracts, injures et déprédations légères) qui régressent de 650 à 501. L'année 1991 aura été toutefois moins sanglante que celle qui l'a précédée : deux fois moins de blessés (19 contre 38) et fort heureusement aucun mort (un en 1990). On ne peut donc conclure hâtivement à une montée de la violence raciste, ni d'ailleurs à une décrue du racisme verbal. Le sondage d'opinion commandé par la commission fait plutôt apparaître une consolidation à la fois du sentiment raciste d'une fraction de la population française et du pessimisme global de l'ensemble des Français face à ce phénomène. Ainsi, 41% des Français se disent plutôt ou un peu racistes, 26% pas très racistes et 31% seulement pas racistes du tout. Dans cette perception qu'ont les Français d'eux-mêmes, il faut sans doute voir une levée de tabous : être raciste n'est plus aussi honteux qu'il y a à peine dix ans. 55% des Français vont jusqu'à justifier le vote Le Pen par le comportement de certains immigrés. A travers cette enquête se dessine mieux la spécificité du racisme et de la xénophobie qui se déploient dans l'espace français : un racisme moins violent, plus diffus, finalement plus d'opinion que d'actes, ce qui le distingue des sentiments comparables chez nos voisins allemands qui ont vu augmenter dans la dernière année les agressions physiques de 400%. Ce racisme insidieux, qui se veut respectable, convenable, n'en est pas moins pernicieux. Il est dirigé en priorité contre les Maghrébins, les Français éprouvant majoritairement une antipathie à leur égard (49% contre 42%) alors que l'année dernière, la sympathie dominait encore (50% contre 42%). La bienveillance est encore majoritaire en ce qui concerne les jeunes Français d'origine maghrébine mais elle diminue également (50% contre 56% en 1990). Les Français, quel que soit leur sentiment à cet égard, sont néanmoins assez lucides pour penser à une écrasante majorité (83%) que les Maghrébins sont les principales victimes du racisme. Le sondage met en lumière une moindre ouverture aux autres.

Tous les groupes considérés voient d'une année sur l'autre fondre leur capital de sympathie, les Tziganes comme les Juifs, les Noirs d'Afrique comme les Antillais. Dans cet engrenage du rejet, où les idées de l'extrême droite ont leur part, des groupes relativement épargnés, comme les Portugais et les pieds-noirs, subissent un accroissement de méfiance (-6 et -7) qui n'a rien à envier à celui que subissent les Maghrébins (-8), même s'ils continuent à bénéficier d'une bonne image (81 et 66% de sympathie). Le fait que les Asiatiques soient le groupe voyant augmenter le plus la prévention à leur égard (-11% de sympathie, +8 d'antipathie) tend à faire croire que les considérations économiques et peut-être de place dans le monde, liées à l'expansion japonaise, jouent un rôle. Le fantasme d'une perte d'identité, de dilution, se manifeste fortement dans plusieurs questions ("Aujourd'hui en France, on ne se sent plus chez soi comme avant" : 58% plutôt d'accord).

...ET LEUR INTERPRETATION

Au vu de ces enquêtes, on comprend la démarche de la commission qui a demandé à plusieurs intellectuels de cerner la réalité de concepts tels que "communauté, minorités, intégration, ghettos, identité". Pierre-André Taguieff, comme André Glucksmann qui pense que "le racisme est la chose du monde la mieux partagée", propose de prendre en compte la réalité du racisme et de la xénophobie et de trouver des réponses à la question, "comment ne pas être raciste ?", plutôt que de se livrer à des dénonciations purement incantatoires et systématiques. Et Julia Kristeva rappelle que l'idée nationale française a été résumée par cette phrase de Montesquieu, presque exact contre-pied de celles que Le Pen professait sur ses proches et ses voisins : "Si je savais quelque chose qui me fût utile, et qui fût préjudiciable à ma famille, je le rejetterais de mon esprit. Si je savais quelque chose utile à ma famille et qui ne le fût pas à ma patrie, je chercherais à l'oublier. Si je savais quelque chose utile à ma patrie, et qui fût préjudiciable à l'Europe, ou bien qui fût utile à l'Europe et préjudiciable au genre humain, je la regarderais comme un crime."

Bernard Chaouat

(1) In "La France raciste", sous la direction de Michel Wieviorka, Le Seuil, 339 p., 130 F.

BREF... EN BREF... EN

■ Les médecins généralistes négocieront-ils désormais leur convention séparément de leurs confrères spécialistes ? MG- France, syndicat de généralistes, le réaffirme en présentant des contre-propositions qui seront soumises aux 57.000 généralistes. Objectif : rénover le système de santé en l'axant autour des généralistes. Un enjeu majeur pour René Teulade, le nouveau ministre des Affaires sociales, alors que l'accord sur la maîtrise des dépenses de santé est bloqué depuis des mois.

■ **L'accueil du petit enfant dans la ville : colloque du secrétariat d'Etat à la Famille avec L. Cathala, J. Guyard, H. Montagner, B. This. 15/16 avril, Evry (91). ☎ 60.78.75.62.**

LA CFDT EN CONGRES

remise à jour, pluralisme et stratégie

Pour être la force d'entraînement d'un syndicalisme en reconstruction, la CFDT s'est mise "au pied du mur". Mais les 1.400 délégués CFDT, réunis en congrès depuis mardi, sont-ils tous prêts aux changements culturels indispensables ?

Il y a mur et mur. Celui de Berlin en tout premier, que Jean Kaspar a évoqué dès l'ouverture du congrès. "Des murs sont tombés, des espoirs ont surgi, mais aussi des interrogations et des doutes." Les bouleversements d'aujourd'hui, la CFDT les a souhaités, elle n'a aucune révision déchirante à faire. Et elle le proclame haut et fort : "Oui, la CFDT est porteuse d'un syndicalisme réformiste qui avance dans la voie de transformations sociales négociées. Oui, seul ce syndicalisme-là, qui est l'antithèse du syndicalisme du refus, peut permettre aux salariés de retrouver le chemin de l'action collective."

Un syndicalisme réformiste, donc, qui reconnaît le rôle de l'économie de marché. Sans naïveté. Et qui ne se prive pas de critiquer l'action gouvernementale qui n'a pas "abordé dans la clarté la construction de nouvelles règles du jeu social", ce qui l'a conduit "à un échec particulièrement cuisant sur le plan de l'emploi". La CFDT attend du nouveau gouvernement "qu'il fasse preuve d'audace et d'ambition sociale", en particulier sur quatre dossiers précis : le travail de nuit, celui du dimanche, le SMIC et les retraites. Sans oublier, bien sûr, l'emploi.

Pour la CFDT, la négociation doit s'imposer comme le cadre normal de régulation des relations sociales. Mais, pour peser, il faut avoir des troupes. Sur ce chemin-là, la CFDT pousse un soupir de soulagement en constatant une remontée du nombre des adhésions : 539.000 en 1989, près de 559.000 en 1990. Ce n'est pas suffisant : il reste 90% de salariés non syndiqués. Jean Kaspar plaide pour un "changement culturel qui nous oblige à revoir notre conception de l'adhésion syndicale", et pour une expérimentation de nouvelles formes d'adhésion. Pour lui, en effet, l'adhésion classique n'est plus satisfaisante : il faut accepter des paliers, "exiger moins de l'adhérent pour obtenir plus d'adhérents".

A en juger sur les remous divers qui scandèrent ce passage du discours, et certaines interventions à la tribune ensuite, la CFDT n'est pas unanime sur ce point. Quoi qu'il en soit, plusieurs voies sont possibles, comme l'instauration d'un chèque syndical, qui serait accordé par l'employeur au salarié pour qu'il le donne au syndicat de son choix, et la création d'une association destinée aux jeunes de 16 à 28 ans quelle que soit leur situation à l'égard de l'emploi.

Mais la faiblesse du syndicalisme vient aussi, pour la CFDT, de ses difficultés à développer une coopération plus dense et plus riche entre syndicats réformistes. A cet égard, Jean Kaspar a redit au congrès ce qu'il avait déjà dit dans le dernier numéro de "Vendredi" (1) : il faut "passer d'un pluralisme de concurrence à un pluralisme de la coopération." Reste à savoir si les autres syndicats réformistes, et en particulier FO, sont d'accord et si les militants CFDT qui pratiquent l'unité d'action d'action sur le terrain avec la CGT, accepteront de l'écarter.

Monique Grima

(1) n° 139, pp. 10 à 13.

■ HANDICAPES ■

Près de 20.000 manifestants, handicapés, parents ou sympathisants, 2.500 personnes en fauteuil roulant, ont défilé à Paris, samedi dernier, pour dénoncer la baisse de leurs allocations depuis dix ans. L'AAH s'établissait à 1.400 F au 1er janvier 1981 et à 2.125 F au 1er juillet 1982, soit 50% d'augmentation ; 28% de gain de pouvoir d'achat en 18 mois ! Aujourd'hui, elle est de 3.035 F par mois, un gain de 21% de pouvoir d'achat par raport à 1981.

L'ensemble du système allocatif, AAH, ACTP, ACFP, AES, etc., relève de la loi de 1975 dont l'idéologie, tout le monde le reconnaît enfin aujourd'hui, était surprotectrice. Passer d'une logique de surprotection à une dynamique intégrative implique de réformer l'ensemble du dispositif en concertation étroite avec le mouvement associatif. Les mesures prises depuis trois ans vont d'ailleurs dans ce sens.

Réserver l'AAH aux personnes réellement reconnues incapables de travailler, créer une bourse pour les personnes en voie de formation, imaginer une allocation provisoire dans le cadre d'une filière d'insertion, tenir compte à chaque fois du surcoût au handicap, développer une stratégie de soutien à domicile, revoir les modalités d'attribution de l'ACTP et de l'ACFP, proposer la fin des exonérations marginalisantes et envisager d'avancer vers une AAH égale au SMIC mais soumise aux prélèvements obligatoires, telles sont les pistes qu'il faut explorer, afin de répondre à l'immense soif de dignité qu'expriment quotidiennement les personnes handicapées. Y compris en manifestant massivement !



▲ *A la manifestation du 4 avril, à Paris.*

Une telle politique ne signifie pas nécessairement inflation des dépenses publiques mais réorganisation, sur un nouvel axe, de l'effort actuel de la nation.

Vincent Assante
(délégué national aux personnes handicapées)

AAH : allocation aux adultes handicapés (3.035 F par mois).
AES : allocation d'éducation spéciale (466 à 5.068 F par mois).
ACTP : allocation compensatrice pour tierce personne (2 à 4.000 F par mois).
ACFP : allocation compensatrice pour frais professionnels (1.000 F par mois environ.).

BREF... EN BREF... EN

■ **Pour avoir employé 85 travailleurs clandestins en 17 mois, les deux dirigeants d'Euro-sécurité, une entreprise toulonnaise de gardiennage et de surveillance, ont été inculpés et écroués.**

■ Le tribunal de grande instance d'Angers a réduit à 200.000 F le remboursement d'un trop perçu de 600.000 F versé par les Assedic des Hauts-de-Seine à une préretraitée. Ayant touché 20.000 F de prestations mensuelles au lieu de 4.000, elle avait aussitôt alerté les Assedic par courrier.
Le tribunal a estimé "qu'il y avait eu faute des Assedic" et que son silence de trois ans avait conduit celle-ci "à admettre qu'elle était en droit de profiter des sommes versées."

■ **Les entreprises américaines ont très peu embauché en mars, malgré les signes encourageants de certains indices économiques. On compte toujours 9,2 millions de demandeurs d'emploi aux USA, soit 7,3% de la population active. En revanche, toujours en mars, le nombre des demandeurs d'emploi dans les deux parties de l'Allemagne, a baissé. Le taux de chômage y est de 5,8% à l'Ouest et de 15,5% à l'Est.**

DOSSIER

L'échec Scolaire n'est pas Une fatalité

Tous les ans, 100.000 jeunes sortent de l'école sans qualification. Inacceptable dans notre société qui professe, hors de l'école, point de salut. Dans l'objectif de la loi Jospin -100% de qualifiés- de nouvelles 4es viennent d'ouvrir pour mener tous les jeunes à la fin du collège et à un métier. L'échec scolaire, reste un drame personnel et souvent un handicap social. Dossier prioritaire pour Jack Lang, le nouveau ministre de l'Education. Analyse par Bernard Charlot *(1)*.

Qu'est-ce que l'échec scolaire ? Est-ce la même chose aujourd'hui qu'il y a trente ans ?

Il y a toujours eu, dans les classes, des enfants qui ne réussissaient pas mais on en parlait peu. La notion d'échec scolaire apparaît sur la scène publique dans les années 60. C'est l'époque où les portes des collèges s'ouvrent à l'ensemble des jeunes. Le niveau de scolarité se met à déterminer fortement le statut social. L'échec cesse d'être un problème pédagogique, de formation culturelle et devient un handicap social.

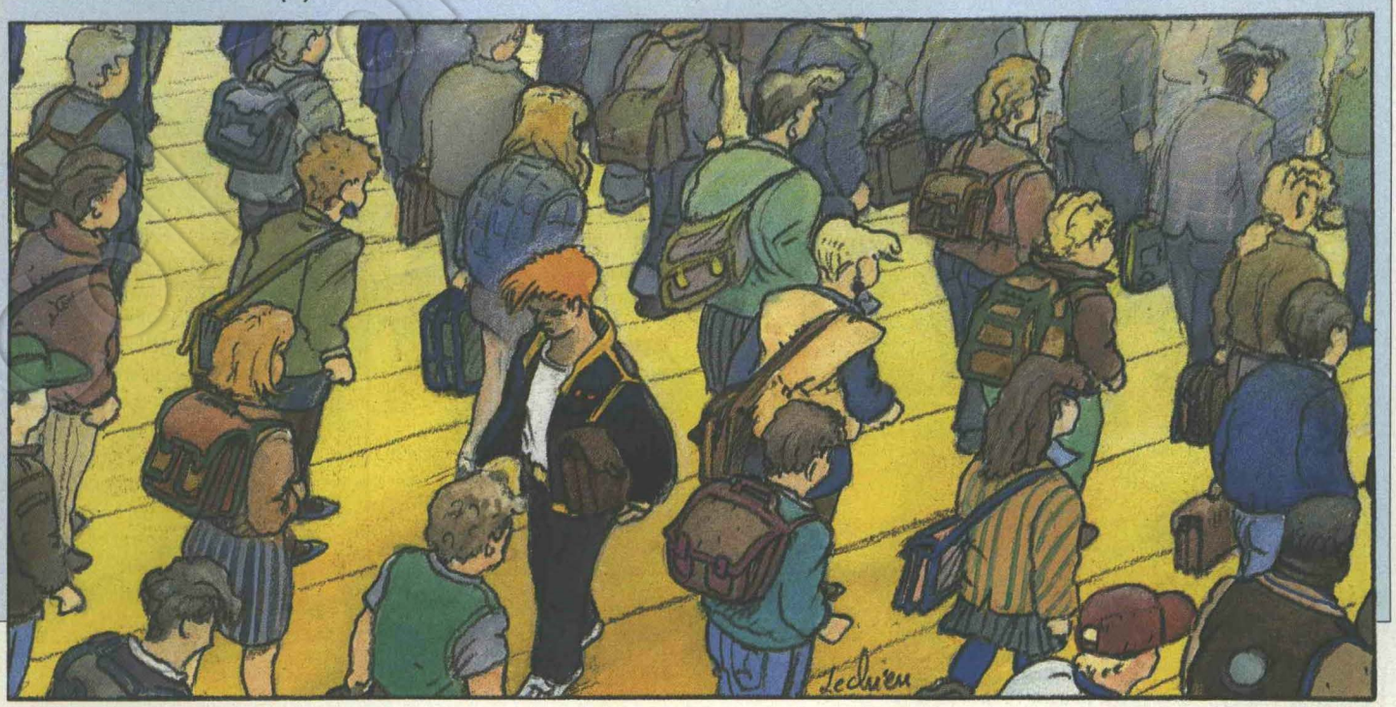
Un jeune qui échoue à l'école a-t-il sa place dans le monde de demain ?

Il existe encore des gens qui réussissent sans diplôme. Mais deux phénomènes aggravent les conséquences de l'échec scolaire : depuis 1960, les métiers que l'on peut exercer à partir d'un patrimoine -commerce, exploitation agricole, entreprise- deviennent de moins en moins nombreux. Le salariat croît rapidement. L'embauche pour les professions salariées dépend plus du diplôme que la reprise du commerce des parents. Les possibilités de réussir sans diplôme chutent rapidement. Parallèlement, la sélection sociale, qui se faisait entre ceux qui accédaient à l'enseignement secondaire et ceux qui n'y accédaient pas, s'est déplacée à l'intérieur de l'enseignement. Il y a ceux qui poursuivent des études générales, abstraites, et ceux qui optent pour le technique, le professionnel. La conception française de la culture donne une supériorité aux premiers. Le technique cesse alors d'être une voie de promotion pour devenir une voie de relégation pour ceux qui réussissent moins bien, majoritairement des enfants des classes populaires. Logique d'une société hiérarchisée où l'école décide de la réussite professionnelle. Dans les années 80, la zone des tempêtes, qui avait atteint le collège, touche le lycée. Aller au lycée n'était pas la norme en 1970. Ne pas y aller n'était donc pas un stigmate d'échec. Tant qu'il y avait croissance économique, du travail pour tout le monde, avoir des diplômes était un plus. La réussite scolaire était une chance. Elle est devenue une nécessité.

Pourquoi l'échec scolaire est-il devenu dramatique ?

Viser les 80% d'une classe d'âge au bac rend la situation beaucoup plus difficile pour ceux qui sont exclus, qui n'ont l'espoir ni d'obtenir un jour un bac, ni de poursuivre après le brevet d'études professionnelles. 50% des jeunes de BEP continuent aujourd'hui jusqu'au bac. Nous vivons dans un modèle unique de réussite. Quel que soit leur niveau, ceux qui sont en dessous se retrouvent en bas de l'échelle dans l'inser-

Dossier préparé par Patricia Jaffray



tion professionnelle. Jadis, ceux qui sortaient de CPPN (2) devenaient OS, ceux qui avaient un CAP, OQ. Aujourd'hui, les CPPN mènent au chômage, les CAP à des emplois non qualifiés, souvent intérimaires. Et la situation sociale pousse les entreprises à recruter des jeunes toujours plus diplômés, avec un niveau supérieur aux besoins du poste, pour préserver l'avenir d'autant qu'elles n'ont pas besoin, dans le contexte actuel, de payer ce surcroît de qualification.

Qui sont les jeunes en échec ?
Très largement les enfants de milieux défavorisés. Et pas spécialement les enfants d'immigrés. A catégorie socio-professionnelle égale, leurs résultats sont semblables à ceux des petits Français. Le milieu le plus gravement touché est le quart monde français.

La réussite pour tous est-elle possible ?
Si, par réussite pour tous, on entend que les jeunes acquièrent des connaissances à l'école, apprennent à se situer dans le monde, à être bien dans leur peau, c'est possible. Mais, dans une société où l'on considère qu'un enfant réussit quand il réussit mieux que les autres, qu'il est dans les premiers, l'idée même de réussite pour tous est contradictoire.

D'où vient l'échec scolaire ?
Il existe des "effets établissement". On sait parfaitement que deux collèges proches l'un de l'autre, accueillant les mêmes enfants, peuvent obtenir des résultats différents. Il n'y a pas de fatalité socio-culturelle. Rencontrer un professeur ou un copain à un moment donné peut tout changer. On voit réussir des enfants qui vivent à huit dans deux pièces.

Quel rôle jouent les enseignants ?
Très important. On leur demande de faire un métier que la majorité d'entre eux n'a pas appris et que certains n'ont pas envie d'apprendre. La plupart ont choisi d'être profs d'histoire ou de maths parce qu'ils aimaient l'histoire ou les maths. Ils ne se sont pas spécialement situés par rapport au métier d'enseigner. Ils sont pris à contrepied par l'évolution, par des élèves qui ne voient pas l'intérêt de ce qu'ils enseignent. Le décalage est total.
En outre, certaines pratiques produisent de l'échec. Ainsi mettre en avant l'utilité de ce qu'on apprend. Cette conception utilitariste, conforme à l'attente des élèves et de la société, aboutit à faire perdre son sens à l'enseignement, empêche de découvrir le plaisir d'apprendre. On n'a pas plus besoin d'avoir fait des maths pour se servir d'un ordinateur que d'avoir fait de l'optique pour utiliser ses lunettes ! "Apprendre les cosinus pour être balayeur, c'est révoltant", disent-ils. Pour eux, l'école doit mener à un métier intéressant.
Le fait qu'apprendre n'ait plus de sens en soi est générateur d'échec.
Il faut redonner du sens au savoir.

Comment ?
L'école a une fonction de construction du sens, de prise de distance à l'égard du monde. Si elle ne remplit pas ces missions, nul autre lieu dans la société ne le fera. Le maître mot des années récentes, c'est insertion, l'idée que chacun doit trouver sa place. Mais, en même temps, le dessein d'ensemble n'est pas clair. Pour quelle société formons-nous les jeunes ? Que souhaitons-nous qu'ils sachent ? A quoi avons-nous envie que nos enfants ressemblent, adultes ? Comment voulons-nous qu'ils vivent ? Ces questions ne sont pas posées.
La seule interrogation claire aujourd'hui est : comment intégrer tout le monde ? Notre école est asséchante. L'absence de sens n'est pas simplement une question de démocratie mais aussi d'efficacité. Une société qui n'est plus capable de construire du sens prend un risque économique et démocratique considérable pour demain. ■

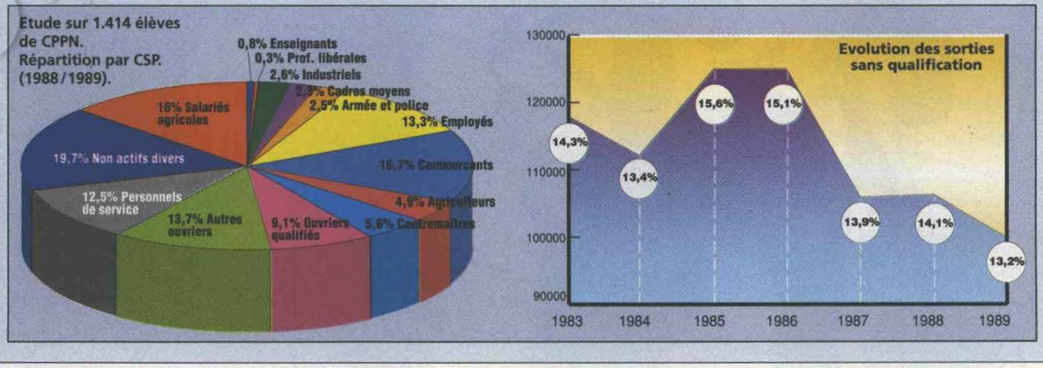
(1) Professeur en sciences de l'éducation à Paris VIII. Vient de remettre un rapport au Fonds d'action sociale sur "Rapport au savoir et rapport à l'école dans les zones d'éducation prioritaire", avec Elisabeth Bautier, Ruth Kohn et Jean-Yves Rochex (équipe ESCOL).
(2) Classes préprofessionnelles de niveau où sont orientés les enfants en difficulté grave en fin de 5e.



UN MAL EUROPEEN

8,6% en Allemagne, 13,2% en France et jusqu'à 40% au Royaume-Uni, l'échec scolaire touche tous les pays de la CEE. Tout se passe comme s'il existait un noyau dur, incompressible.

Comment lutter ? Mettre les enfants précocement dans des filières différentes ou les garder ensemble jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire ? Les Etats de la CEE sont partagés. Allemagne et Pays-Bas ont choisi la première solution. D'autres, comme la France, et plus encore le Danemark et le Royaume-Uni, accueillent jusqu'à seize ans tous les jeunes ensemble dans un collège unique. "Ce ne sont pas les systèmes qui génèrent l'échec scolaire, mais la façon de les utiliser, observe Robert Rivière, auteur d'un rapport pour la Commission des Communautés européennes (1). Avec une spécialisation précoce, les Allemands génèrent assez peu d'échec. A l'opposé, avec un système de collège unique et de classes hétérogènes, le Danemark arrive également à de bons résultats." Le cas du Danemark est significatif. C'est le pays de la CEE qui consent le plus important effort pour son école. Malgré cela, note Robert Rivière, "le système éducatif ne parvient pas à conférer une qualification professionnelle à 20% des enfants qu'il a en charge." Il est vrai que la notion d'échec scolaire est nettement moins dramatique dans une société souple et où la formation se poursuit tout au long de la vie.
Alors, que faire ? Réduire le nombre d'élèves par classe ? "Si l'on abaisse les effectifs sans modifier les pratiques pédagogiques des enseignants, il est à peu près acquis que les effets seront nuls sur la scolarité des enfants." Des solutions ? Individualiser l'enseignement, prône Robert Rivière, observant l'efficacité des systèmes de tutorat, mais aussi améliorer la préscolarisation, remède avéré contre l'échec dans tous les pays qui l'ont mise en place, dont la France. Autre politique à l'ordre du jour, l'alternance : "Une démarche qui part du concret vers l'abstrait semble être efficace, observe Robert Rivière, à condition qu'existe une liaison étroite entre le travail en entreprise et les apprentissages scolaires". Outre l'Allemagne, le Danemark et le Royaume-Uni l'ont adoptée. Surtout, au centre des dispositifs de lutte contre l'échec scolaire, deux acteurs : les enseignants et les parents. "C'est auprès de l'élève en difficulté que l'action





Ils entrent au lycée, une chance que d'autres n'ont pas.

A LIRE

- ANTOINE PROST, *"Les Lycées et leurs études au seuil du XXIe"*, CNDP", 1983.
- CHRISTIAN BAUDELOT ET ROGER ESTABLET, *"Le Niveau monte"*, SEUIL, 1989.
- BERNARD CHARLOT, *"L'Ecole en mutation"*, PAYOT, 1987.
- FRANÇOIS DUBET, *"La Galère"*, FAYARD, 1987.
- *Propositions du Conseil national des programmes pour l'évolution du collège*, 1991.
- LUCIE TANGUY, *"Quelle formation pour les ouvriers et employés en France ?"*, DOCUMENTATION FRANÇAISE, 1991.

du maître est la plus déterminante", relève Robert Rivière, rappelant l'étude d'Alain Mingat (2) : "Il est plus important de savoir dans quelle classe un enfant sera scolarisé (avec tel maître plutôt que tel autre) que de savoir si son père est ouvrier ou cadre, d'origine française ou maghrébine." Enfin, les parents : "Leur attitude par rapport au savoir, leur capacité à parler avec leur enfant est plus déterminante pour son parcours scolaire que leur niveau socio-culturel", insiste Robert Rivière qui observe les réussites, moins rares qu'on ne le dit, d'enfants de parents analphabètes.

"Toute personne est professionnellement qualifiable. La vraie question, n'hésite pas à conclure Robert Rivière, est la suivante : à partir de quand le coût éducatif trop élevé incite-t-il un pays à renoncer à former un jeune, à préférer un traitement social ? C'est une question d'argent et de choix politique." ■

(1) "L'Echec scolaire est-il une fatalité ? Une question pour l'Europe", Hatier, 1992.
(2) "La Variété des acquisitions au cours préparatoire : le rôle de l'enfant, la famille et l'école", in "Revue française de pédagogie", n°95, 1991.



Entrer tôt à la maternelle réduit considérablement les risques d'échec.

■ A BIACHE-SAINT-VAAST : QUAND LES JEUNES REDECOUVRENT L'ECOLE ■

Blouse grise, regard candide derrière ses lunettes, Stéphane gratte consciencieusement un grand plat métallique. "Je préfère faire des gâteaux que du pain, c'est plus varié." Depuis le début de la semaine, Stéphane se lève tous les jours à quatre heures du matin. Plein d'entrain. "Depuis que j'ai dix ans, je sais ce que je veux faire : cuisinier. Pâtissier, c'est presque pareil." Huit heures d'affilée, Stéphane prépare pains et pâtes dans le fournil du boulanger. Assidu, efficace, selon son patron. "Je ne le reconnais pas, observe, ravi, Hervé Payen, son professeur principal. Lui qui était complètement bloqué, renfermé, violent parfois, je ne le vois plus avec les mêmes yeux. Depuis le début de l'année scolaire, il s'est complètement transformé."

Stéphane est un des quinze élèves de la 4e D du collège de Biache-Saint-Vaast, une petite bourgade entourée de campagne, à quelques kilomètres d'Arras. Rien ne différencie apprremment la 4e D des trois autres 4es du collège. Rien, sinon que les élèves qui sont là ont tous rencontré de graves difficultés scolaires. L'an dernier, ils seraient allées en CPPN et probablement sortis sans diplôme de l'école. Grâce aux nouveaux dispositifs mis en place à la rentrée dernière, les élèves en échec ne sont plus orientés en fin de 5e dans des classes-ghettos. Ils poursuivent désormais jusqu'en fin de 3e, dans des classes aux effectifs allégés et aux méthodes pédagogiques différenciées, adaptées à chacun.

NON AU GHETTO

Politique spécifique à l'académie de Lille : pour éviter que ces élèves ne se sentent marqués, exclus, certains de leurs cours sont communs avec les 4es normales. Logique. "Cette première année du dispositif doit permettre à tout moment un passage en 4e normale. C'est un non définitif au ghetto" explique Régis Wintrebert, chargé de mission du recteur. Huit cent quatre-vingt-douze élèves sont concernés dans cette académie qui a résolument choisi le collège pour tous. Comment repère-on les enfants ? "Par leur détachement de l'école en 5e. Pour eux, la vie est ailleurs, analyse Jean-Paul Lemorille, principal du collège. Ils ont de longues périodes d'absence plus ou moins bien justifiées par les familles et n'ont aucun projet au-delà de quelques jours.

A Biache, tous les professeurs sont volontaires. Ils ont construit eux-mêmes leur programme en fonction des évaluations des élèves menées à la rentrée. Un programme totalement libre, puisque ces nouvelles classes bénéficient d'un régime dérogatoire aux programmes officiels.

Pas de cours magistral. "Ce sont des élèves qui souffrent d'inadaptation au milieu scolaire, sont très turbulents et qui ne travaillent pas chez eux", constate Danielle Scala, leur professeur de français. "Pour la plupart, ils ont décroché dès le cours préparatoire", observe Jacques Collet, en maths. "Il faut d'abord recréer un climat de classe, leur montrer que l'école, ça peut être bien, qu'on les aime", poursuit Danielle Scala. Ensuite ? Il faut travailler autrement. Ainsi, en maths, Thierry Plouchard a établi des grilles de ce que les enfants doivent savoir : effectuer une multiplication, lire un tableau à double entrée, tracer un triangle au compas... Chacun établit son propre plan de travail ; ensuite ils étudient eux-mêmes les points qu'ils ne dominent pas, demandant de l'aide au professeur lorsqu'ils en ont besoin. Quand ils estiment avoir compris, ils se contrôlent eux-mêmes avec des feuilles préparées par les enseignants. Enfin, quand ils se sentent prêts, le prof les interroge. Chacun passe ensuite à un autre point du programme, à son rythme et dans l'ordre de son choix. Il faut aussi noter autrement. En 4e D, on note de 7 à 20. "Ils ont été très longtemps abonnés au 0, ont rarement dépassé 5. Quand ils ont 7, ils reprennent confiance", constate Danielle Scala.

Six mois dans cette classe pas comme les autres et quatre mini-stages en entreprise leur ont redonné confiance. "On est tous capables de faire quelque chose. Un enfant qui se remet à croire en lui rattrape son retard. Grâce à ces nouvelles classes, tout est ouvert." Déjà, Benoît repasse en 4e normale. D'autres y entreront l'an prochain, d'autres poursuivront dans des 3es aménagées, décloisonnées. Aucune porte n'est fermée. "Certains, c'est vrai, n'iront pas jusqu'au CAP, prédit Hervé Payen. Mais ils auront trouvé leur voie." Stéphane sera cuisinier. Pour lui, la marginalité, c'est fini. Les autres sont redevenus des collégiens. Comme Jérôme, qui veut être mécanicien : "On travaille doucement, on approfondit mieux. On s'évalue nous-mêmes. On voit ce qu'on sait, ce qui nous manque, comment on avance. L'ambiance est bonne. Après ? Peut-être que je continuerai l'école." Jadis abonnés à l'échec, en rupture avec le système, les 4e D sont aujourd'hui réconciliés avec l'école. Et surtout avec eux-mêmes. ◆

APRES 40 ANS DE COALITION

l'Italie a voté: et maintenant ?

C'est ce que tout le monde se demande après les élections législatives des 5 et 6 avril. Les résultats posent plus de questions qu'ils n'en résolvent.



Même si aucune solution de rechange claire n'émerge aujourd'hui pour prendre la relève de la coalition finissante. Quel gouvernement le président Cossiga formera-t-il à la fin du mois ? Difficile de le dire aujourd'hui. Une seule certitude : une page est tournée.

L'Italie ne fera pas exception : à l'instar de l'ensemble des démocraties industrielles occidentales (France, Allemagne, Etats-Unis...), les partis traditionnels groupés dans la coalition majoritaire qui gouverne le pays depuis 1946, ont tous subi un recul, voire une déroute, qui remodèle le paysage politique.

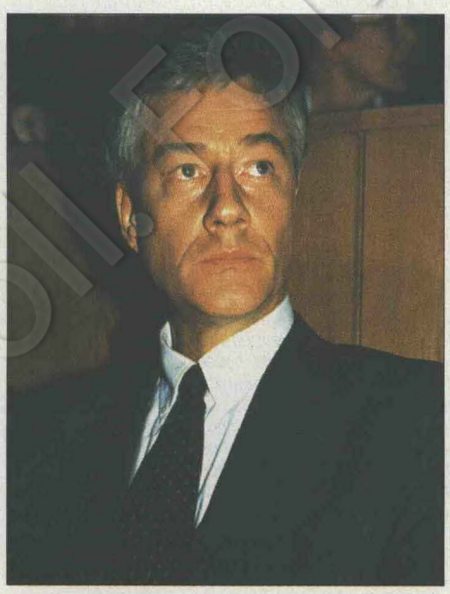
Première victime : la démocratie-chrétienne, pivot de la vie politique italienne, connaît sa plus grande défaite, ne recueillant que 29,7% des voix (contre 34,3% en 1987). Le PS de Bettino Craxi recule lui aussi (13,6% contre 14,3%). Entraîné dans la chute avec la DC, il ne parvient toujours pas à conquérir un électorat de gauche qui, fait unique en Europe, sinon au monde, maintient l'influence des partis issus du communisme ou se déclarant encore comme tels, à plus de 20% : le PDS (ex-PCI), tout en perdant 10 points par rapport à 1987, totalise 16,1% des voix et Refondation communiste, 6%.

Les Ligues du Nord, et notamment la Ligue lombarde (9% des voix), apparaissent comme les grands vainqueurs du scrutin. Au total, la coalition sortante (DC, PS, Parti libéral, Parti social-démocrate) ne totalise que 48,6% des voix (53% en 1987). Il est vrai que le système italien lui accorde une très courte majorité à la Chambre des députés (dix sièges) et au Sénat (un siège), qui pourrait lui permettre, en théorie, de gouverner. Mais, dans la pratique, l'exercice se révélera, chaque jour, tenir du miracle.

C'est pourquoi on émet déjà, à Rome, l'hypothèse de nouvelles élections dans un an. Avec, auparavant, une réforme électorale (introduction du scrutin majoritaire) qui permettrait à l'Italie de sortir enfin du système des "combinaisons" qui, semble-t-il, a fait son temps.

Les Italiens, comme les Européens, s'interrogent. Sur leur avenir, la modernisation de leur pays et la construction européenne, qu'ils redoutent tout en la sachant inévitable. Chaque peuple exprime ses doutes à sa manière (poussée de l'extrême droite ici, des Verts ailleurs, des Ligues dans la Péninsule). Des préoccupations à entendre. La démocratie est en jeu.

Ghislaine Toutain



Bjoern Engholm, chef de file du SPD et président du Schleswig-Holstein.

ELECTIONS REGIONALES EN ALLEMAGNE

inquiétude et protestation

Les deux élections régionales, dimanche dernier, ont été marquées par un net recul des deux grands partis traditionnels au profit des petites formations, notamment d'extrême droite.

Vote de protestation qui n'est pas sans rappeler ce qui se passe dans notre pays. On les croyait disparus, balayés par le souffle de l'unification allemande. On s'était trompé : les partis d'extrême droite ont fait une nouvelle percée à l'occasion des élections régionales qui avaient lieu simultanément dans deux Länder de l'ancienne Allemagne de l'Ouest. Dans le Bade-Wurtemberg, les républicains de l'ancien officier SS bavarois Franz Schönhüber font leur entrée au Parlement de Stuttgart avec environ 10% des suffrages. En Schleswig-Holstein, c'est la DVU (Union du peuple allemand) qui obtient plusieurs sièges de député à la Diète locale de Kiel. La remontée de l'extrême droite, amorcée lors des élections de Brême, à l'automne dernier, au moment de la vague d'attentats racistes qui avait mis le pays en état de choc, se confirme.

Ironie de l'histoire, l'unification allemande, qui les avait mis à mal en les privant de leur principal fonds de commerce, leur fournit aujourd'hui l'occasion de se refaire une santé en exploi-



◀ *Des casques bleus français arrivent en Yougoslavie.*

de l'huile sur le feu yougoslave

Tandis que des affrontements meurtriers continuent en Croatie, la Bosnie-Herzégovine s'embrase à son tour.

Les événements s'y déroulent selon un processus identique à celui qui a abouti, en Croatie, à l'intervention massive de l'armée, avec les conséquences que l'on connaît. On agite d'abord la menace de "génocide" contre le peuple serbe, on s'arme pour y répondre, on repousse "l'agresseur" et on "libère" finalement les territoires censés devoir revenir à la nouvelle Yougoslavie qui réunirait tous les Serbes dans un même Etat.

Cette entreprise se heurte, en Bosnie-Herzégovine (43% de Musulmans, 32% de Serbes, 17% de Croates), au refus de la majorité de la population de se retrouver dans ce nouvel Etat, car détacher de la Bosnie des territoires où vivent des Serbes, c'est automatiquement en détacher aussi des Croates et des Musulmans, à moins de s'en délester par des déplacements forcés. Il est à craindre que les bombardements terrestres et aériens, ainsi que les méthodes expéditives des milices du célèbre "commandant" Arkan, qui s'est illustré à Vukovar, ne soient précisément destinés à provoquer la fuite massive de ces habitants indésirables.

La Communauté européenne a clairement condamné ces solutions de force. Elle a estimé que la dislocation de la Yougoslavie ne pouvait pas s'accompagner de la formation d'une grande Serbie, grosse de conflits sans fin. Les droits nationaux des Serbes, aussi légitimes et incontestables que ceux de tous les autres peuples de la région, doivent pouvoir être assurés par d'autres moyens que la guerre et le rattachement exclusif à un territoire, dénommé serbe ou yougoslave.

Les Douze ont affirmé, dès octobre 1991, que "les principes relatifs à la non-modification unilatérale des frontières, la protection des droits de l'homme et les droits des groupes ethniques et nationaux constituent un modèle universel et objectif, qui ne laisse pas de place aux compromis."

C'est sur la base de ces principes et conformément aux avis du comité d'arbitrage présidé par Robert Badinter, que la Communauté européenne, qui sera suivie par les Etats-Unis, a reconnu l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine. Elle a ainsi pris le risque d'exacerber le refus crispé des extrémistes serbes. Cependant, céder devant la pression de Belgrade n'aurait probablement servi à rien tant est puissant le désir d'indépendance et d'unité de la Bosnie, y compris dans de larges secteurs de la population serbe.

L'installation des casques bleus ne débute pas sous les meilleurs auspices. On peut néanmoins espérer que, devant l'accord entre la Communauté européenne et les Etats-Unis pour adopter des positions communes sur l'ex-Yougoslavie, les autorités de Belgrade tirent les conséquences de leur isolement international quasi total et comprennent que les chemins de la guerre ne mènent qu'au désastre. A cet égard, un autre avertissement de la Communauté européenne, daté du 27 octobre 1991, devrait être entendu de ceux qu'il visait : "La Communauté et ses Etats membres rappellent avec force aux dirigeants de l'armée fédérale et à tous ceux qui exercent un contrôle sur celle-ci, leur responsabilité personnelle selon le droit international en ce qui concerne leurs actions, y compris celles qui violent les règles pertinentes du droit international humanitaire."

Maurice Lazar

---

tant la crise sociale et les difficultés économiques provoquées par le décalage entre l'Est et l'Ouest du pays.

Ce scrutin traduit l'inquiétude des Allemands de l'Ouest qui, passé l'enthousiasme du début, se révèlent affolés par tant de bouleversements survenus en quelques mois sur notre continent (réunification, disparition de l'URSS et réveil des nationalismes, construction européenne aux contours encore flous) et craignent pour leur confort face à l'afflux massif des réfugiés de toutes origines.

Vote de peur donc, mais aussi vote sanction à l'égard des deux grands partis qui dominent la vie politique allemande depuis quarante-cinq ans, le SPD et la CDU. Entre les deux élections, la symétrie est troublante et montre bien le recul simultané des deux formations : dans le Bade-Wurtemberg, son dernier bastion à l'ouest de l'Allemagne, la CDU continue de s'affaiblir. La progression régulière des sociaux-démocrates dans tous les scrutins locaux depuis plusieurs années semble bel et bien terminée. Usés par le pouvoir, par leurs divisions internes et par leurs difficultés à se rénover, SPD et CDU ont aujourd'hui du mal à mobiliser un électorat qui a avant tout besoin d'être rassuré et leur essoufflement profite aux petites formations.

A ce propos, il faut souligner que, même si leur progression est spectaculaire et préoccupante, les partis d'extrême droite ne sont pas les seuls à obtenir un bon résultat. Les Verts, réduits à la portion congrue depuis les élections générales de décembre 1990, gagnent du terrain dans les deux Länder. Les libéraux, quant à eux, entrent à nouveau au Parlement régional du Schleswig-Holstein après quatre ans d'absence.

Bien plus que la remontée de l'extrême droite, le fait marquant de ces élections est donc l'expression multiforme d'un vote de protestation qui, en provoquant un émiettement des forces, brouille les cartes du jeu politique. Les grands partis traditionnels en font les frais, les électeurs se tournant, plus par dépit que par conviction, vers des candidats qu'ils jugent moins institutionnels. Ce phénomène ne se limite pas à l'Allemagne. Comment en effet ne pas rapprocher ces résultats de ceux de nos élections régionales du 22 mars ou même des récentes élections italiennes ? Il s'agit semble-t-il d'une évolution au plan européen.

Déstabilisés par le nombre et l'ampleur des changements survenus depuis la fin des années 80, les électeurs se réfugient dans une attitude défensive de repli sur soi. Or, face à des enjeux qui dépassent le cadre de nos frontières respectives, le chacun pour soi ne peut en aucun cas constituer une réponse adaptée. Il est temps aujourd'hui de donner une réelle dimension européenne à notre action politique.

Joël Bianco

TURQUIE

quelle intégration pour les Kurdes ?

Après des promesses d'espoir, une forte répression s'abat sur les Kurdes qui se radicalisent pour voir enfin leurs droits reconnus. Une question au cœur du débat politique turc.

Jamais la célébration du nouvel an kurde n'avait été aussi meurtrière en Turquie, depuis la lutte de guérilla menée par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), d'obédience marxiste-léniniste, en août 1984

Le Newroz fut pourtant fêté pacifiquement dans la majorité du Sud-Est anatolien, malgré quelques affrontements près de la frontière syrienne. L'armée turque a eu recours à des véhicules blindés venus des stocks de la Bundeswehr, ce qui a entraîné la suspension de toute aide militaire de l'Allemagne et la démission du ministre de la défense, G. Stoltenberg.

La question kurde devient l'affaire politique intérieure centrale en Turquie. Elle n'est pas réductible à une question de maintien de l'ordre. C'est au moment où se trouve au pouvoir un gouvernement plus conscient qu'aucun autre avant lui de la gravité de cette question que les provinces orientales risquent de s'embraser.



▲ *Un Nouvel an de violence et d'espoir.*

La coalition dirigée par S. Demirel et le social-démocrate Erdal Inönü a formulé certaines promesses porteuses d'espoir pour les Kurdes. Instaurant un ministère des Droits de l'homme, reconnaissant "l'identité kurde", autorisant pour la première fois dans l'histoire de la Turquie républicaine la parution de journaux en langue kurde, envisageant de supprimer les "protecteurs de villages", c'est-à-dire les milices kurdes armées par l'Etat créées par le précédent régime, un processus positif semblait s'ouvrir.

La tâche est ardue. Depuis plusieurs années, la situation se détériore dans cette partie du pays : recrudescence des affrontements armés, assassinats perpétrés par de mystérieux groupes suspectés d'être téléguidés par la police, impuissance des autorités locales civiles devant les autorités militaires, justice expéditive et exécutions d'instituteurs par les commandos du PKK... Des secteurs de plus en plus significatifs de la population se tournent vers cette organisation. Mais, moins pour se rallier à ses thèses séparatistes que par désespoir de voir jamais le gouvernement central garantir les droits de l'homme élémentaires, la sécurité et le travail. Les efforts pour promouvoir une solution politique et démocratique semblent voués à l'échec ces dernières semaines.

Dans les deux parties, les ultras s'acharnent à faire échouer toute possibilité de dialogue et de négociation : la direction du PKK semble jouer la carte d'une politique jusqu'au-boutiste, largement influencée par plusieurs Etats de la région ayant tout intérêt à affaiblir la Turquie et amoindrir la place qu'elle est en train d'acquérir grâce à une série d'initiatives régionales.

Il faut notamment savoir que l'état-major du PKK est basé dans la plaine de la Bekâa libanaise, totalement contrôlée par les Syriens... A contrario, une partie de l'appareil d'Etat, notamment dans l'armée, est hostile à toute ouverture de dialogue. Des polémiques sont maintenant publiques et la question kurde n'est plus un sujet tabou. Cette transparence nouvelle peut d'ailleurs introduire une autre difficulté, celle de dresser l'une contre l'autre deux communautés largement mêlées dans les grandes villes et qui, jusqu'alors, cohabitaient sans difficulté avec les mêmes droits.

La question est complexe : ainsi, de nombreux intellectuels kurdes souhaitent une télévision, une presse et un enseignement en kurde. Pourtant, dans de nombreux foyers, on ne ressent pas la nécessité de faire passer à l'écrit une culture de tradition orale et ressentie comme peu susceptible de favoriser l'accès au progrès et l'intégration dans la société turque. Cette contradiction entre les exigences de la modernité et du développement, qui passent par un Etat fort et centralisé et l'affirmation d'une identité propre, est très souvent exprimée. C'est de l'Etat que l'on attend les investissements économiques mais aussi la neutralisation partielle des structures traditionnelles étouffantes d'origine familiale et tribale.

Se perpétue ainsi la division en deux courants opposés qui a, de tout temps, empêché l'élaboration d'un projet nationaliste rassemblant la société kurde de Turquie : l'un, conservateur, reste encadré par les élites tribales et religieuses qui marchandent leur soutien aux partis politiques, après avoir marchandé leur ralliement à la République ; l'autre, élitiste et moderniste, qui dispose à l'étranger du monopole de la représentation dont il est loin de jouir sur le terrain, est animé par les bénéficiaires de l'extension de l'enseignement et les victimes de l'absence de débouchés.

L'avenir se pose en termes différents de part et d'autre de la frontière. Si, en Irak, la revendication principale est l'autonomie territoriale, en Turquie, le mécontentement né de la pesanteur de l'Etat et des interdits débouche sur une prise de conscience d'une idendité fondée sur la langue et de plus en plus sur la revendication de droits culturels dans le cadre de l'intégration nationale. Mais rien ne dit, surtout si rien ne change, que la jeune génération kurde continuera à considérer, comme ils le chantent aujourd'hui dans les écoles que "leur première mission (soit) de protéger éternellement la République turque"... Plus que jamais, et comme partout, la seule solution sera politique -c'est-à-dire non militaire- et démocratique.

Didier Billion

■ PEROU ■
LE CHANGEMENT AU SON DU CANON

Dimanche 5 avril, à onze heures, le président Alberto Fujimori a lu un bref message télévisé. Stigmatisant une justice "corrompue", le "chaos" parlementaire, il a annoncé la dissolution des chambres et la mise en place d'un gouvernement provisoire pour rétablir "la grandeur et la prospérité du pays". Les chars, les militaires, se déploient aussitôt dans les rues. Lima est quadrillée. Les plus hauts responsables de l'Etat, les élus, les chefs de parti, à droite comme à gauche, sont arrêtés. Le grand quotidien "La Republica" paraît le matin du 6 avec des pages blanches.

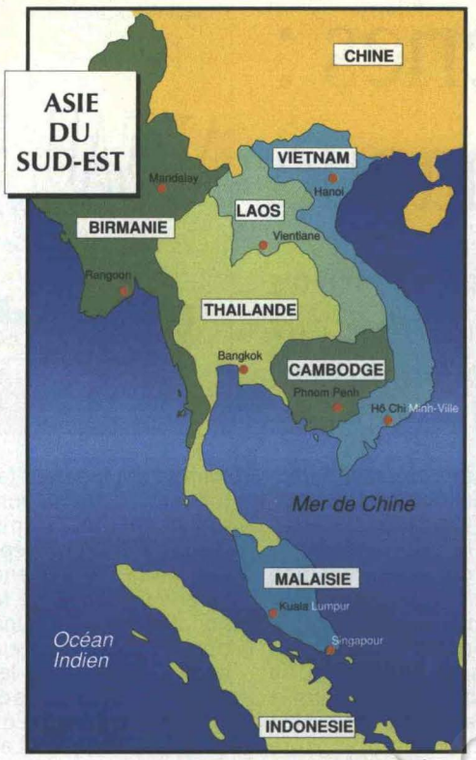
Le Pérou est malade. Depuis longtemps. Sous-développement, trafic de drogue, terrorisme, mènent la vie économique, sociale et politique. Fujimori, élu en 1990, avait promis le changement. "Je vous annonce, avait-il déclaré alors, ce que ni la droite, ni la gauche n'ont su vous donner : foi, honnêteté et développement." Deux ans plus tard, la longue liste des plaies dont souffre le Pérou s'est allongée. Le choléra a fait son apparition. Alberto Fujimori proposait au Parlement une accentuation de la rigueur, la privatisation de l'école. Il attendait des juges la condamnation de son prédécesseur, Alan Garcia. Les institutions financières internationales le félicitaient il y a quelques jours encore pour le courage des mesures déjà prises. Le Congrès et les juges ne l'ont pas entendu de cette oreille. Il les a licenciés. La décision est inattendue. Elle a surpris tout le monde. Mais le scénario est connu. Le changement proposé par Alberto Fujimori ressemble à celui proposé par d'autres au Chili, en Argentine, en Uruguay, il y a quinze ans : la dictature. La condamnation est unanime au Pérou, en Amérique latine, comme en Russie. Mais faute de beurre, les libertés, le pluralisme ont du mal à s'enraciner. On le voit en Haïti, on l'a vu au Venezuela en février. L'Amérique latine reste fragile. Rigueur sociale et démocratie y font de plus en plus mauvais ménage.

Jean-Jacques Kourliandsky

EXTREME-ORIENT

seule, la démocratie garantirait le développement

Elections législatives en Thaïlande. Opération de l'ONU au Cambodge. La paix dans cette région du monde ? Christian Lechervy, répond.*



Les militaires thaïlandais semblent conserver le pouvoir après les élections...

Ces élections, qui se sont tenues le 22 mars, dans les délais fixés par les militaires, après leur putsch de février 1991, n'ont fait émerger aucune majorité. Les poids des grands partis -celui des militaires (Samakki-Than), celui des milieux d'affaires (Chart-Thaï Party au pouvoir avant le coup d'Etat) et le New Aspiration Party- s'équilibrent. Le choix d'un premier ministre ne pouvait donc être que le produit d'alliances, plus ou moins hétéroclites, mais toutes autour de militaires d'active ou en retraite, recyclés dans les milieux d'affaires. Les partis démocratiques restent minoritaires et ne peuvent assurer encore une véritable alternance.

Le général Suchinda Kraprayoon, le nouveau premier ministre, ne devrait pas mener une politique très différente de celle engagée par son prédécesseur, M. Anand. La poursuite de la croissance économique et des efforts en matière sociale (lutte contre la prostitution, protection des enfants au travail...) s'impose, même si les résultats s'inscrivent dans le long terme.

Et sur le plan extérieur ?

Pas de grand changement à attendre non plus : les industriels thaïlandais ont misé sur un marché potentiel de 80 à 90 millions de gens, donc bien au-delà des 57 millions d'habitants que compte la Thaïlande. Il s'agit pour eux de conquérir les marchés de Birmanie et des Etats de l'ex-Indochine (Cambodge, Laos, Viêt-nam). Le gouvernement poursuivra aussi la modernisation de l'armée, tout en menant une politique de paix avec les pays voisins, dont les militaires souhaitent bien, eux aussi, tirer des bénéfices économiques et commerciaux.

Le rapatriement des réfugiés cambodgiens aura-t-il une incidence sur les relations entre les deux pays ?

Il constitue un poids de moins pour la Thaïlande et l'assurance de l'accès aux ressources du Cambodge. Mais ce pays est exsangue sur le plan économique et sans projet politique clair. Actuellement, l'ONU mène dans ce pays l'opération la plus importante de son histoire, en hommes et en moyens financiers. 20.000 casques bleus vont tenter d'arrêter la guerre qui continue à sévir dans le centre du pays, préparer les élections prévues pour mars-avril 1993 et, au bout du compte, empêcher les Khmers rouges de revenir un jour au pouvoir. Les Khmers rouges refusent d'ailleurs la présence des casques bleus dans les régions qu'ils contrôlent (le long de la frontière thaïlandaise notamment).

Car, contrairement à ce qu'on pourrait penser, ils ne sont pas plus rejetés par la population que les gens au pouvoir à Phnom Penh. Ils apparaissent moins corrompus et restent très organisés sur le plan militaire. Surtout, ils assurent le minimum vital et social à leurs populations. Au fur et à mesure que la situation économique et sociale du pays se dégrade (absence totale de système de santé et de système éducatif), les Khmers rouges ont des cartes en main pour reprendre un jour le pouvoir, alors que, sur le fond, ils n'ont pas changé, et que Pol Pot, actuellement en Thaïlande, tient toujours le système.

Sihanouk peut-il être l'espoir d'un autre destin ?

Il préside le Conseil national suprême. Même si son action à la présidence du CNS est rendue difficile par le fractionnement des forces politiques, il est fort probable qu'il soit le prochain chef de l'Etat élu au suffrage universel direct. Mais le Cambodge souffre de l'absence d'une véritable classe politique. Pour la première fois depuis le protectorat français en 1863, les Cambodgiens sont face à eux-mêmes. Ils ne constituent plus un enjeu stratégique pour les Etats-Unis, ni pour la Chine ou le Viêt-nam.

Comment, dès lors, soutenir l'émergence démocratique dans un pays qui n'a jamais connu la démocratie, que seul le développement économique peut garantir ? Pour cela, il faudra des moyens financiers conséquents pendant plusieurs années. De plus, nous devrons garantir la sécurité à tous pour favoriser l'émergence de nouveaux dirigeants. Ce n'est pas simple.

Pour l'heure, la situation s'aggrave. Les réfugiés vont grossir les grandes villes surpeuplées ou se battre pour les terres les plus riches, le long du fleuve. La déforestation s'accélère : au commerce des pierres précieuses, les Khmers rouges joignent celui du teck (50 à 60 camions par jour emportent le bois abattu à tour de bras). Et même si, demain, les combats s'arrêtent, les mines continueront longtemps encore à tuer ou à estropier des civils. La mission des casques bleus, à peine commencée, est loin d'être achevée. Mais l'ONU aura-t-elle les moyens (notamment financiers) d'être à la hauteur de ses ambitions ?

** Enseignant d'histoire des relations internationales en Asie à Paris I.*

Propos recueillis par G.T.

BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN

■ **Le ministre israélien des Affaires étrangères, David Levy, est revenu sur sa démission. Il aurait obtenu d'Yitzhak Shamir satisfaction sur l'essentiel de ses revendications. Pour autant, la crise ouverte au sein du Likoud, au cœur d'une campagne électorale difficile pour la droite, risque de laisser des traces.**

■ Quatorze experts en armes chimiques de l'ONU sont actuellement en mission à Bagdad pour superviser l'élimination des armes chimiques irakiennes. Une nouvelle mission d'inspection des Nations Unies discute également des modalités de destruction de certains bâtiments clefs du centre nucléaire d'Al-Atheez.

■ **François Mitterrand se rendra en Turquie les 13 et 14 avril.**

■ L'Ukraine a décidé de prendre le contrôle de toutes les forces conventionnelles stationnées sur son territoire.

■ **Boris Eltsine a demandé, devant le Congrès des députés de la Russie, l'organisation d'un référendum sur la nouvelle constitution de la Fédération. Plusieurs projets circulent. Le président russe est favorable à un régime présidentiel "à l'américaine".**

■ Le PASOK (PS grec) a remporté, le 5 avril, l'élection législative partielle dans la 2e circonscription d'Athènes, la plus importante du pays. Le gouvernement conservateur a affirmé "avoir reçu le message des électeurs," alors qu'il mène une politique d'austérité fortement contestée.

loteries : souvent l'arnaque

Moyens de promotion pour les sociétés de vente par correspondance, loteries et concours sont largement utilisés, mais parfois illégaux. Au consommateur d'être vigilant.



Les loteries et concours par correspondance se sont développés ces dernières années et envahissent nos boîtes à lettres. Par ces pratiques, les entreprises espèrent inciter le particulier à acheter tel ou tel article après l'avoir poussé au jeu. Or, elles doivent se conformer aux règlements et aux lois.

GRATUITE OBLIGATOIRE

L'article 1er de la loi du 21 mai 1836 interdit les loteries de toute espèce, liées à un achat, sauf celles organisées par l'administration ou au profit d'une œuvre de bienfaisance. Toutefois, les loteries foraines sont tolérées (1).
Pour qu'il y ait délit, quatre conditions doivent être réunies : l'offre au public, le hasard, l'espoir d'un gain et la participation financière. Cela impose donc que la participation à une loterie soit absolument gratuite, sans obligation d'achat. Le simple fait que la société organisatrice suggère d'envoyer x F en timbres, pour y participer, est à la limite de la légalité.

DEUX FORMULES

Celles qui ne sont qu'un tirage au sort des bulletins de participation. Seuls les gagnants que le hasard a désigné reçoivent un lot, et il doit être conforme à celui présenté par la publicité. Les autres loteries utilisent le système de prétirage ("sweepstake"). On vous annonce que vous avez gagné mais, pour recevoir le lot, il faut participer à un second tirage. Il arrive aussi que tous les gagnants reçoivent un lot bidon, stylo ou porte-clefs, et que seuls quelques rares personnes reçoivent le gros lot annoncé par le prospectus.
La loi Néiertz du 23 juin 1989 impose désormais aux organisateurs de ces loteries avec pré ou post-tirage de fournir des documents distincts : règlement, bon de commande, bulletin de participation, description des lots et de leur valeur... En outre, la publicité sur la loterie ne doit pas créer une confusion dans l'esprit du destinataire (par exemple, beaucoup de sociétés envoient des fac-similés de chèque). Une telle pratique tombe sous le coup de la loi Royer : "Est considérée comme trompeuse toute présentation de nature à induire en erreur". Enfin, tous les documents concernant une loterie, envoyés au public, doivent être déposés chez un huissier.

CONCOURS ET JEUX

Les jeux sont en principe prohibés. Mais une législation réglemente les jeux dans les casinos, les courses de chevaux...
En revanche, aucun texte officiel n'existe pour les concours. Ils peuvent être liés à un achat.

LES RECOURS

Si le lot reçu n'est pas celui annoncé, le tirage lié à une obligation d'achat, la publicité mensongère, la loterie illégale... Il est possible de porter plainte contre l'organisateur (auprès du tribunal de grande instance de son domicile). On peut aussi avertir la direction départementale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes ou une association de consommateurs. Pour ne plus figurer dans les fichiers des entreprises, s'adresser à l'Union française du marketing direct, 60 rue de La Boétie, 75008 Paris.

Chrystie Lipani

(1) La Loterie nationale a été instituée par la loi du 31 mai 1933. Des textes complémentaires autorisent d'autres jeux, comme le loto sportif... D'autres lotos peuvent être organisés si les lots ne dépassent pas 2.500 F.

POUR EN SAVOIR PLUS

"Que Choisir" n° 266, nov. 1990, et "50 millions de consommateurs", n° 245, déc. 1991.

... AMUSE LES ENFANTS (4 ANS ET PLUS) ET PAPA MAMAN ...
GRODADA
Chaque mois en vente chez tous les marchands de journaux
19F.

PETITES ANNONCES ☎ 45.56.78.57 PETITES ANNONCES

EMPLOI

14001 - H 38 ans, **chauffeur de direction,** sérieux, exp. 10 ans ds ministère, cherche poste, France ou étranger, disponible de suite.
☎ 67.89.52.21

14002 - J.H. 24 ans, Sup. de Co de Paris, adh. PS, première expérience secteur public, cherche poste dans direction personnel ou affaires générales collectivité territoriale dynamique R.P., disponible sept. 92
☎ 43.57.70.29 (répondeur)

LOCATION

14003 - **Collaboratrice "*Vendredi*"** recherche **d'urgence** appartement type F2/F3 à Paris ou région parisienne. Domicile : ☎ 60.08.56.33

VILLENEUVE D'ASCQ - TECHNOPOLE VERTE
recherche
SECRETAIRE GENERAL ADJOINT HF

Agé d'environ 35 ans, vos expériences en service public ont démontré votre rôle de manager dans une fonction accompagnant des équipes proches de la population. **Attaché principal au Directeur**, votre solide formation générale BAC + 4 s'accompagne d'un sens réel de la communication, votre sens aigu des relations doit contribuer à traduire l'éthique développée par l'équipe municipale et permettre de faire évoluer l'image de la ville articulée autour du concept de la technopole verte. Membre de la Direction, vous prendrez en charge, sous l'autorité du Secrétaire Général, les services **communication graphique, information, imprimerie, accueil, relations internationales et tourisme, archives et documentation (40 personnes)**. Une connaissance de la langue anglaise serait fortement appréciée. A votre rémunération statutaire (emploi fonctionnel de SGA) s'ajoutent les primes, 13e mois, et autres avantages.

Pour un premier contact, veuillez envoyer votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, CV + photo) à notre conseil COMINTRA - BP 14 - 69450 ST CYR AU MONT D'OR.

14004 Villeneuve d'Ascq

CONTESSE

Jean-Arthur Clotaire, baron de Petdechèvre,
à son épouse restée sur ses terres

Lettre à ...

Ma douce,

Une femme s'en est allée, une femme est arrivée. De la première je ne vous dirai rien, car on en a tant dit déjà qu'il serait vain de vouloir ajouter quelque chose. Si j'en disais du mal -mais je n'en ai point l'envie- cela passerait inaperçu dans ce concert universel qui nous brise les oreilles depuis trop de mois. Si j'en disais du bien, personne ne l'entendrait car, de ce côté-là, on a parfois l'impression de crier dans une nation de sourds. Je lui livrerai simplement cette réflexion sur la politique, "L'Etat doit son secours ordinaire à la loi et à la raison, non pas à nos passions. Les hommes y sont conducteurs et s'y servent de la politique ; ce devrait être tout le contraire. Quand cela s'est-il vu mieux qu'en France en nos jours ? Ceux qui l'ont prise à gauche, ceux qui l'ont prise à droite, ceux qui en disent le noir, ceux qui en disent le vert, s'y conduisent de façon si semblable en débordement et injustice, qu'ils rendent douteuse à croire la diversité qu'ils prétendent de leurs opinions de laquelle dépend la conduite et la loi de notre vie." C'est ce que disait Montaigne de la religion. J'ai pensé qu'on pouvait l'appliquer à la politique, car nous savons bien, nous, malgré l'apparence, que cette diversité des opinions est grande, en politique aujourd'hui, comme elle l'était en religion hier.



Il est vrai qu'est insaisissable et imprévisible "la mer flottante des opinions d'un peuple". Cette femme aurait pu avoir toutes les qualités, toutes les vertus, tous les courages. Mais quoi, elle ne porte point de hauts-de-chausse !

Quant à la seconde femme, Blandine de Lille, l'on craint fort pour elle, en se rappelant le sort funeste de la Blandine de Lyon. Vous savez, ma douce, que quand elle entra dans l'arène, elle fut exposée aux bêtes sauvages, puis assise sur un fauteuil brûlant et enfin livrée à un taureau furieux. La Blandine de Lille a déjà connu l'arène et les bêtes sauvages. Elle est désormais assise sur un fauteuil brûlant. Qui sera demain son taureau furieux ? Qui son saint Pothin ? Qui son Marc Aurèle ?

Je pense à vous, ma douce, dans ce printemps pluvieux.

VIRGIL TANASE

Avec René Char

Son cheminement frôle les repères essentiels de notre monde d'aujourd'hui.

Au départ, c'était des expositions. Par bonheur pour ceux qui n'étaient pas en Avignon au moment où l'on y célébrait René Char, qui n'étaient pas cet hiver à Genève, qui ne passeront pas en mai ou juin à Saint-Paul-de-Vence, ni cet automne à Barcelone où le musée Barbier-Mueller montrera sa collection d'art des Amériques, on en a fait des livres. Bien davantage que de simples traces de ce qui était une autre forme de communication, par la vertu des éditeurs et l'application des auteurs, ces ouvrages ont un sens par eux-mêmes.

Signé par Marie-Claude Char, le premier, *"René Char, faire du chemin avec..." (1)*, se garde bien d'être une étude, une leçon ou un manifeste. A travers des documents littéraires et des œuvres d'art significatives, l'auteur suit pas à pas l'itinéraire de celui qui fut non seulement un des plus grands auteurs français de ce siècle, mais également une personnalité dont le cheminement frôle les repères essentiels de notre monde d'aujourd'hui. Il est étrange, inquiétant même, de constater que, marginalisés par les médias, n'ayant pas de voix au chapitre de la foire sociale, ou ne l'ayant qu'à côté d'histrions que l'on ne peut côtoyer sans en être déprécié, ceux dont on a toutes les raisons de croire qu'ils représenteront, pour les générations futures, la France de cette seconde moitié du XXe siècle, Char et Ponge, Beckett aussi, hier, Claude Simon aujourd'hui, ont construit leur œuvre en refusant de jouer le jeu de la société spectacle. Ils ont passé leur vie sans être appelés à intervenir dans les débats d'une démocratie qu'ils ont, parfois, défendue au risque de leur vie. C'est le cas de Char, résistant de la première heure. Le fait d'avoir lutté, d'être au-dessus de tout soupçon, a permis à Char de regarder l'après-guerre avec beaucoup plus de sérénité, de lucidité, que d'autres. Il n'a pas trouvé déshonorant d'accorder son amitié à Martin Heidegger, contre lequel s'acharnent, post mortem, tant de ces héros qui ne font la guerre qu'entre le café de Flore et la brasserie Lipp. Ecoutons Char en 1944 : "Pour élargir, jusqu'à la lumière



▲ René Char.

-qui sera toujours fugitive-, la lueur sous laquelle nous nous agitons, entreprenons, souffrons et subsistons, il faut l'aborder sans préjugés, allégée d'archétypes qui, subitement, sans qu'on en soit averti, cessent d'avoir cours. Pour obtenir un résultat valable de quelque action que ce soit, il est nécessaire de la dépouiller de ses inquiètes apparences, des sortilèges et des légendes que l'imagination lui accorde déjà avant de l'avoir menée, de concert avec l'esprit et les circonstances, à bonne fin ; de distinguer la vraie de la fausse ouverture par laquelle on va filer vers le futur..."

D'innombrables citations émaillent les pages où le lecteur se promène entre les photos et les reproductions d'art pour suivre la leçon d'une vie exemplaire. Si vous n'êtes pas un intime de Char, ne perdez surtout pas cette occasion de vous l'approprier.

Ouvrage collectif, *"Art millénaire des Amériques" (2)* est un album qui ne se contente pas d'illustrer les civilisations du Nouveau Monde avant que celui-ci fût découvert et fécondé par l'ancien qui y découvre, selon le mot d'Octavio Paz, "une dimension inconnue de la réalité".

Livre d'histoire et étude anthropologique, mélange d'histoire des religions et d'analyse esthétique d'un art particulier ("pas de beauté mais d'expression"), ces quelque cinq cents pages nous offrent la chance de découvrir un univers à part. Un univers construit sur une contradiction : l'homme en est le centre et, de ce fait, il doit être sacrifié pour que le monde perdure.

Une élégie de Michel Butor à Christophe Colomb complète un ensemble qui se veut festif et qui est, surtout, une fenêtre savamment ouverte vers des mentalités envers lesquelles nous avons intérêt à montrer plus de curiosité et de considération que les fanatiques de l'or et de la christianisation.

Pour mieux découvrir nos différences et nos raisons d'être à l'intérieur de notre propre civilisation.

(1) Gallimard, 325 p., 410 F.
(2) Arthaud, 380 p., 450 F.

Vendredi

45.56.78.56 / 78.57

TUNISIE

Du 9 au 16 mai

2.350 F
(voyage AR, hébergement, pension complète, circuit).
Un prix "Alizé" pour la découverte du Sud tunisien.

CORSE

Du 23 au 30 mai

Village vacances Casa Nostra (Léo-Lagrange).
Il nous reste quelques places... Réservez vite !

- *Adultes :* **1.512 F**

(supplément single : 30 %)

- *Enfants de 6 à 12 ans :* 1.216 F
- *Enfants de 2 à 6 ans:* **920 F**
- *Enfants de moins de 2 ans :* **gratuit**

Ces prix comprennent l'hébergement, la pension complète, les animations, les transferts.

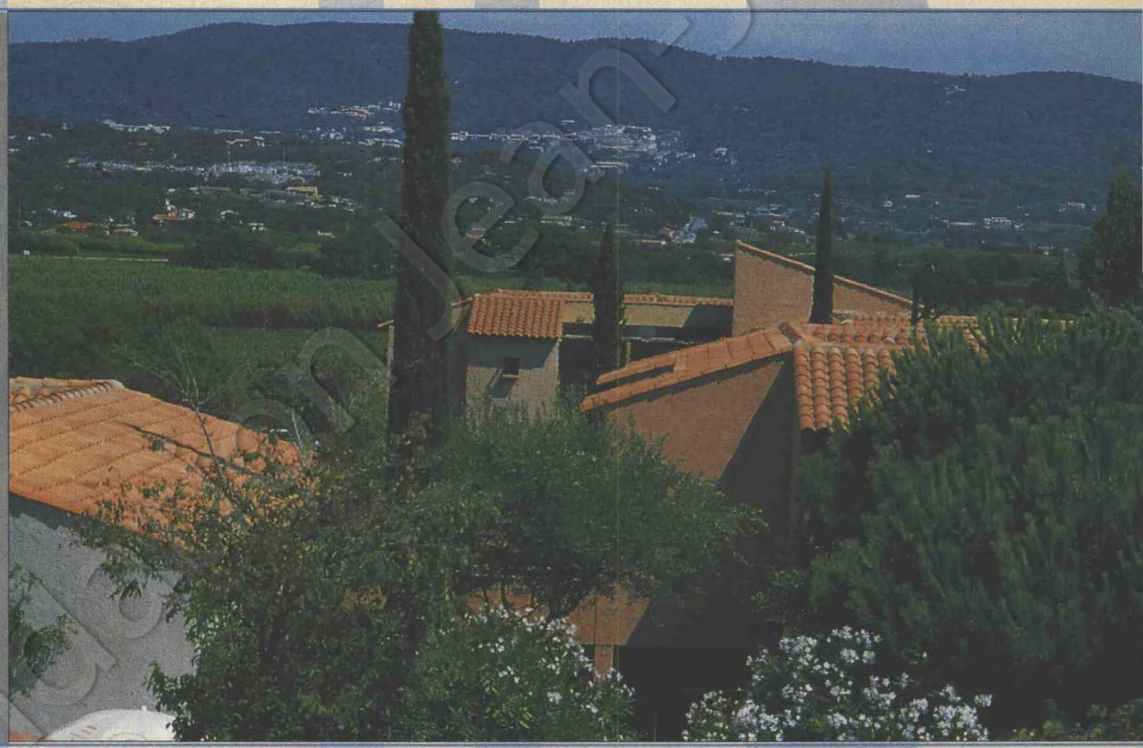
RAMATUELLE

Du 27 juin au 4 juillet

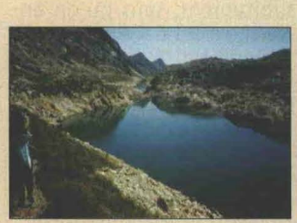
Un village-vacances (Léo-Lagrange) de toute beauté, un site unique, à 5 mn de la célèbre plage de Pampelonne.

Adultes
1.771 F (supplément single : 30 %)
Enfants de 6 à 12 ans
1.468 F
Enfants de 2 à 6 ans
1.046 F
Enfants de moins de 2 ans
gratuit

Ces prix comprennent l'hébergement, la pension complète, les activités et les animations.



Pour tous renseignements :
☎ 45 56 78 56 / 78 57



RANDONNEES DANS LES PYRENEES

Et pourquoi pas des vacances sportives... à des prix "Vendredi" bien sûr ?

- *Du 27 au 30 / 04 :*

randonnées faciles en vallée d'Aspe - **400 F**

- *Du 12 au 19 / 07 :*

traversée de la vallée d'Aspe - **1.440 F**

- *Du 22 au 29 / 07 :*

massif de Cauterets, randonnées et ascensions - **1.350 F**

- *Du 1er au 07 / 08 :*

traversée du massif de Balaitous - **1.530 F**

Ces prix comprennent l'hébergement et la nourriture (pas les boissons).



TV

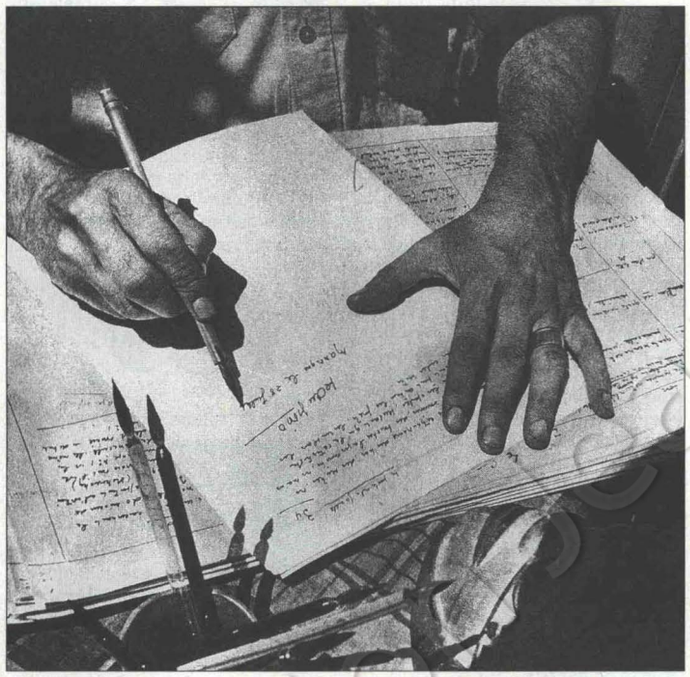
CAMAIEU

Avec plus de 200 élus et une présidence de région, les écolos entrent dans la cour des grands. "Sauve qui veut", l'émission d'Henri Sannier (A2) devenait incontournable ce 1er avril.
Les presque ténors étaient là. Dominique Voynet, porte-parole des Verts de vert, Mamère, vert acide, et Marie-Christine Blandin, vert mousse. Quid du vert de grise mine Madelin ? On peut aussi s'interroger sur l'absence de la moindre ombre verte socialo. Alors qu'on égrène les dingueries dont sont capables les aménageurs quand ils disjonctent : pont sans objet, conduite d'eau baladeuse au gré de tracés ferroviaires ou routiers, gare d'opérette plantée dans la plaine betteravière à 45 km de toute âme, ce qui "interpelle" à l'évidence les écolos du plateau, ce sont les autoroutes. L'équation à résoudre a la simplicité des quadratures de cercle : quelle politique de communication pour désenclaver sans défigurer? C'est rond comme le bidon d'Ubu.
Avec, d'un côté, les maires, les chambres de commerce, les entreprises, les transporteurs routiers et bon nombre d'habitants et, de l'autre, les vachers de la vallée de Trièves, les amoureux des volcans d'Auvergne, les défenseurs des "légumes divinisés" selon l'horrible formule que Voltaire appliquait à Rousseau. L'ironie serait facile, s'ils n'avaient tous raison ! Demain se prépare aujourd'hui, tant économiquement qu'écologiquement. Doubler les nationales existantes ne présente guère moins de nuisances que la construction de nouveaux tronçons autoroutiers, déclarer l'autoroute agent de désertification est aussi loufoque que de faire croire qu'une coulée de béton, avec rails de sécurité et stations services, peut s'intégrer harmonieusement au paysage. En réalité, les écologistes ne demandent qu'un moratoire afin que le débat puisse s'instaurer et que les enquêtes "d'utilité" publique cessent d'être des parodies destinées à justifier après coup des décisions unilatérales.
L'autre obsession des Verts : les greens ! Aujourd'hui, la plus paumée des communes champêtres veut son 18 trous. A croire que le golf est devenu sport national.
En vérité, sous le gazon il y a le béton. Les promoteurs ont vite compris le bénéfice qu'ils pouvaient tirer des villages clubs qui vont avec ! Peu leur chaut qu'un golf moyen absorbe plus d'eau qu'une ville de 5.000 habitants et que son éternel verdoiement soit dû aux nitrates. Regrettant discrètement les pouvoirs exhorbitants des maires, ce que souhaitent en fait les écologistes c'est ni plus ni moins d'Etat, mais "mieux d'Etat". De bons partenaires, quoi !

F.L.

pages d'écriture

L'histoire des ateliers d'écriture commence à la fin des années 60, quand le pouvoir des mots s'est imposé, dans un climat de revendication et d'expérimentation sociale.



▲ *Jean Giono écrivant à Manosque (1942).*

On se lance alors dans ce qu'on appelle déjà atelier, pour son côté bricolé et aussi en écho à la vogue pour le manuel dans tous ses états. Tout se passe dans une brouillonne marginalité.
Dans les années 70, des méthodes émergent et des tendances se dessinent. L'heure est à une réflexion sur les enjeux, les moyens et les effets. Si les enseignants sont parmi les premiers adeptes des ateliers d'écriture, l'Education nationale marginalise les expériences sauvages qui se développent çà et là. C'est le temps où se multiplient guides et publications invitant chacun à "écrire aujourd'hui", selon le titre d'un mensuel entièrement consacré au sujet. Ecrire est encore idéologique, "c'est faire parler les muets", selon la belle formule d'Escarpit. Acte gratuit et tragiquement nécessaire, cette envie a convaincu certains que des officines à but lucratif consacrées à l'écrit pouvaient être juteuses.
Les années 90 enregistrent une sorte de retour aux sources. Sans redevenir un lieu utopique, l'atelier retrouve un peu de sa pureté militante originelle, à l'abri des dérapages commerciaux. La multiplicité des expériences et la diversité des publics prouvent bientôt qu'on assiste à une véritable révolution du phénomène. Aujourd'hui, les ateliers d'écriture deviennent, petit à petit, une thérapie adaptée à la lutte contre l'exclusion.

LA FIN ET LES MOYENS

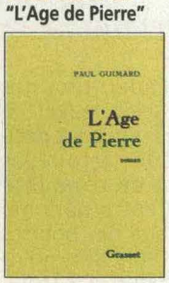
Si les nouvelles technologies, et singulièrement la programmation assistée par ordinateur, mettent à la portée de presque tous la possibilité de produire un objet écrit, propre comme un ouvrage édité, ni la démocratisation de l'outil, ni le nouveau savoir-faire ne masquent les profondes inégalités culturelles. D'un côté, un produit fini, un presque livre pour ceux qui maîtrisent le langage, de l'autre, la paralysie face à l'écriture. Devant cette discrimination, un département comme les Côtes-d'Armor s'est engagé dans un programme d'animation par l'intermédiaire des ateliers d'écriture. Créés en milieu scolaire, dans les collèges et lycées, on voit fleurir des concours de nouvelles, de poésie et de fiction. Partant du constat de la Fédération des œuvres laïques selon lequel "si la maîtrise de la langue est décisive pour accéder à tous les savoirs, il n'est de conquête qu'active", le Centre national des lettres attribue des bourses à de jeunes auteurs afin qu'ils pilotent des ateliers à l'école. Ces "écrivains en résidence" séjournent de deux à douze mois dans une région et, tandis qu'ils bénéficient d'une aide pour poursuivre leur œuvre, ils deviennent cheville ouvrière d'un projet d'animation littéraire élaboré en concertation avec une structure d'accueil qui peut être l'office régional des lettres, un centre culturel ou un comité d'entreprise. Afin de ne pas nuire à leur propre création, le nombre de leurs interventions est limité, mais le suivi est assuré par le biais d'une correspondance avec l'auteur.
"C'est parce que l'appropriation de la langue va à l'encontre des évidences et des facilités que l'écriture est un terrain privilégié de lutte contre l'exclusion sociale", note encore la Fédération des œuvres laïques, que des associations qui ont pour vocation de combattre l'illettrisme ont ouvert des ateliers dans des quartiers défavorisés. Un concours régional a même été organisé à destination de tous les "illettrés répertoriés". Cette initiative a été lancée auprès de tous les eremistes de la région et les meilleurs textes, réécrits, ont fait l'objet d'une publication. Il s'agissait en effet d'offrir un texte fini, un texte palpable, de l'écrit en forme.
De telles expériences sont également menées sur les lieux de travail où les comités d'entreprise font appel à des éducateurs-animateurs et à des auteurs.
Enfin, des ateliers d'écriture sont aussi destinés aux personnes vieillissantes, à ceux qui rêvent à voix haute et ont hérité les souvenirs de leurs ancêtres, à ceux dont la mémoire, fragilisée par le temps, ne doit pas être perdue, car le bonheur et le malheur des anonymes font également partie du patrimoine. L'écrivant, aussi humble et maladroit soit-il, est, en vérité, son propre Prométhée.

F.L.

post-scriptum



PAUL GUIMARD
"L'Age de Pierre"



Hier, le vieillard était moins malheureux et moins isolé que celui d'aujourd'hui, dit Paul Guimard. Peu de chose changeait autour de lui. Etranger à la jeunesse, il ne l'était pas à la société. Aujourd'hui, il serait d'une race différente à l'espèce humaine au milieu de laquelle il achève ses jours.
C'est un bel apologue à la Guimard -faussement détaché- autour de ce parallèle dont on laissera la surprise au lecteur : l'indifférence et la calcification. Impudique aveu : la confidence efface vite le calembour du titre que l'auteur lui-même trouve bien piètre.
Grasset, 170 p., 86 F.

WALERIAN BOROWCZYK
"L'Anatomie du diable"



Il y a urgence à lire Borowczyk. On a vu ses films, dont certains sont passés à la télévision. André Pieyre de Mandiargues salue "ce très grand créateur -cinéma, création plastique, littérature, érotisme".
Ce livre rassemble une dizaine de nouvelles qui trahissent l'homme d'images. Mais leur suggestivité n'est pas que visuelle. Grande écriture allusive, perversité des personnages et des mots, surréalisme des situations. "La Bienheureuse Poverina, patronne des petites filles scélérates", premier de ces textes, est un bijou de malice déconcertante. Les suivantes ne la déparent pas.
Belfond, 122 p., 89 F.

PIERRE DEYON
"Paris et ses provinces"



Une réflexion actuelle. Postulat : le principe et la nécessité de la décentralisation sont intangibles. Question : quelles règles faut-il pour assurer le succès de la réforme, guider son développement et corriger ses défauts potentiels, au premier rang desquels la politisation des exécutifs régionaux et l'apparition de potentats locaux ?
L'auteur replace cette interrogation dans une perspective historique. L'éternel jeu de balance jacobins-antijacobins. Il y a peu de pays plus unis que la France. Comment ne pas endosser les inconvénients de cet atout maître ?
Armand Colin, 186 p., 120 F.

"1962 : la paix en Algérie"

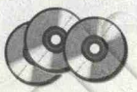


Il y a trente ans, le 18 mars 1962, étaient signés les accords d'Evian qui mettaient fin à ces 7 ans et 5 mois parmi les plus tragiques de l'histoire de la France et de l'Algérie.
La collection "Les Médias et l'événement" construit la mise en archives des faits saillants de notre époque (ce volume est le dix-septième de la série). Récit, chronologie, illustration accompagnent cette revue de presse française et internationale. Fac-similés, au format, de 16 journaux de mars 1962.
Documentation française, 96 p. et 16 p., 95 F.

Histoire de France



Cette mini-collection de poche est de saison : les examens et des révisions approchent. Gageure : aller à l'essentiel en cent pages sur un sujet qui nécessiterait, sans l'épuiser, des milliers de volumes.
Ce mémento d'histoire ne prétend pas être exhaustif. Mais le système un chapitre/une double page permet de poser les jalons de plus de vingt siècles d'histoire. Et même, cette approche synthétique des époques à travers leurs faits majeurs réinstalle une continuité chronologique si souvent perdue de vue aujourd'hui.
Marabout-Flash, 102 p., 36 F.



DEBUSSY
"Pelléas et Mélisande"



Pavarotti aidant, rien ne semble exister aujourd'hui à part "Un bal masqué". Dès le 25, l'autre événement de la saison sera "Pelléas et Mélisande", dirigé par Boulez et mis en scène par Peter Stein. D'où l'intérêt de cet album qui vient de paraître et met en question la discographie de "Pelléas".
Pas d'opéra plus délicat à porter au disque. Debussy et Maeterlinck marient le subtil et le diaphane avec une tragique fatalité. Depuis 50 ans, on répète que cette conjugaison ne se retrouvera jamais mieux que dans les disques signés Roger Desormière. Mais une autre lecture, transparente et forte, vient d'être signée par Claudio Abbado avec le Philharmonique de Vienne pur, très plastique. Et François Le Roux, Pelléas juvénile et véhément. Belle distribution : Maria Ewing, Christa Ludwig, José van Dam, etc. Moderne, jeune et fidèle. Véritable remise à jour.
Deutsche Gramophon, 2 CD, 2 h 28', 250 F.

JEAN-PIERRE RAMPAL
Grands concertos pour flûte



C'est à lui que la flûte doit son actuel regain de faveur. Rampal, qui représente la vitalité et la virtuosité, a été un des premiers à désacraliser la musique, à lui faire perdre son côté col cassé.
Jean-Pierre Rampal, à 70 ans, n'a rien perdu de son enthousiasme ni de son art. Là où d'autres se satisfont de la seule technique, lui, fait de la musique. Vivaldi, Bach, Telemann et Mozart : ces huit concertos sont de purs moments de beauté. Grande plaquette biographique.
Sony-Classical, 2 CD, 48184, 2 h 17', 225 F.

LES VRP
"Vacances prolongées"



Cela fait deux albums que les VRP (vraiment répugnants personnages ?) tirent à bout portant sur ce qui fait les valeurs de "notre douce France, cher pays de notre..."
Ces cinq affreux, fringués chez Tati, maquillés comme des ectoplasmes transylvaniens, ont une dent (cariée) contre les rappeurs rapaces qui font "Tout pour le fric", les chanteurs du samedi soir ("Partir") ou les traditionnels chasseurs du dimanche ("Aujourd'hui, c'est dimanche"). Fidèles à une formule instrumentale toujours aussi minimaliste : guitare-folk et instruments "bric and broc", les VRP sont constamment fielleux, perpétuellement malveillants. Les VRP on les aime, vous non plus ?
Phonogram, 512108, 36' 30", env. 130 F.

SONNY ROLLINS
"Here's to the people"



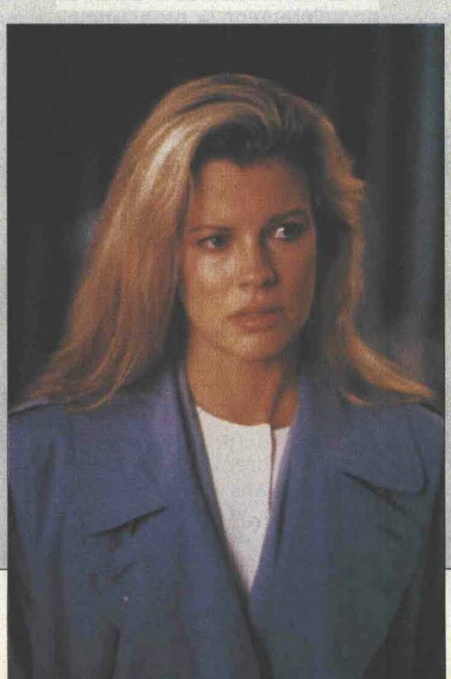
Le dernier grand sax ténor ? Peut-être... Certainement le seul sachant allier avec autant de lyrisme, puissance et inspiration. Sonny Rollins est une figure mythique du jazz. Celle du solitaire jouant seul sur un pont new-yorkais, méditant sur sa musique. Celle du père spirituel qui, comme Art Blakey ou Miles Davis, convie de jeunes musiciens à s'illuminer au contact de son souffle. Sur cet album, c'est le trompettiste Roy Hargrove qui accompagne d'abord le maître pour une ballade "I wish, I knew", avant d'être projeté en avant sur "Young Roy".
Sonny Rollins -61 ans- se dit fatigué par cet instrument qui lui pompe toute son énergie. Qu'il soit certain que son public, jamais, ne se lassera de la générosité de "Here's to the people".
Milestone/WEA, 9194, 54' 44", env. 130 F.

CINEMA

"Sang chaud pour meurtre de sang-froid"

Ne boudons pas notre plaisir. Un scénario qui a du punch, dû à Wesley Strick, le scénariste des "Nerfs à vif", une mise en scène impeccable, des stars dans des rôles attachants, tous les ingrédients sont rassemblés pour réaliser un film qu'Hitchcock n'aurait pas renié. Pas une imitation, car Phil Joanou a son propre style, sa propre dynamique visuelle. Gros plans et couleurs chaudes au début, plans plus larges et lumière bleue lors des fortes scènes finales. Même s'il fait, en passant, des clins d'yeux à "Sueurs froides" et à d'autres chefs-d'œuvre.
Un psychiatre séduisant (Richard Gere), un mari pervers et brutal (Eric Roberts), deux sœurs machiavéliques (Kim Basinger et Uma Thurman), voilà un beau quatuor pour ce thriller psychologique. Suspens garanti par les nombreux rebondissements et par un mélange de soupçons, de doutes et de faux indices.
San Francisco, sa baie, sa côte accidentée, ses maisons victoriennes, ainsi que le vieux phare de Pigeon Point, constituent un décor parfait pour ce film hitchcockien.
Richard Gere, le sex-symbole de "Pretty Woman" et "American Gigolo" trouve ici un emploi original. C'est sans doute pourquoi il n'a pas hésité à prendre des risques et à produire le film. Psychanalyste, il est amené, par excès de conscience professionnelle, à jouer les détectives, et tombe amoureux de la sœur d'une de ses patientes. Il y a de quoi ! Kim Basinger, superbe, est irrésistible dans ce rôle de femme fatale ambiguë, subtile et perverse. Un polar réussi.

Claude Polak



◀ *Kim Basinger.*

PAGES CULTURE ETABLIES PAR
Jacques Garat (livres - classique)
avec
Françoise Lorrain (télévision - enquête)
Claude Polak (cinéma)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)

JEAN-PIERRE LE DANTEC

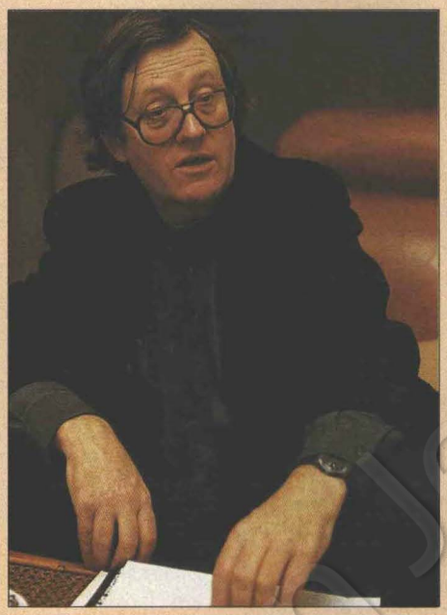
Allons-nous vers une ville éclatée ? Il est temps, affirme Jean-Pierre Le Dantec*, architecte, de penser une civilisation urbaine, en recréant du lien social et spatial.

Quelles sont les caractéristiques de la civilisation urbaine ?
La civilisation urbaine n'est pas un état de fait mais une volonté d'aller vers quelque chose. Comme pour la démocratie, cela reste toujours à faire. Constatons ensuite que le monde devient urbain de façon généralisée : même la campagne aligne ses comportements, dans l'espace et dans le temps, sur ceux de la ville. Deux options sont alors possibles. Ou l'on va vers des sociétés éclatées, avec des tensions de plus en plus violentes, au risque de la barbarie sociale. Ou l'on se donne un projet de civilisation pour tâcher de créer des liens, dans l'ordre spatial. Il ne peut y avoir de lien social sans lien spatial, sans éléments de proximité entre les gens, sans lieux auquels ils puissent s'identifier.

Vous soulignez l'importance de l'espace public. Où en est-il ?
L'espace public vit exactement la crise que vit d'une part la chose publique et d'autre part le lien social. En théorie politique, l'espace public, c'est le lieu du débat. L'agora dans la Grèce antique. Dans les sociétés traditionnelles, c'est la place du village. Dans la ville, c'est la rue, les places, les endroits publics, les administrations... Les lieux où l'on peut s'exprimer, où la citoyenneté trouve sa place. Là où les hommes se rencontrent et se disputent, au sens noble. Dans les villes façonnées par l'histoire, l'espace public de cette nature existe encore. Mais, dans les banlieues des années 60, il n'a pas été vraiment pensé. Et les modes de vie actuels tendent à le faire disparaître. Ou, plus exactement, tendent à le faire aller dans d'autres endroits que ceux prévus à cet effet. Ainsi, actuellement, dans une ville nouvelle ou en banlieue, l'espace public le plus important est le centre commercial. C'est d'ailleurs là que s'exprime le conflit.

Comment expliquez-vous cet oubli de l'espace public ?
La civilisation des médias a créé des relations autres entre les gens. La dispute politique et sociale a lieu sur l'écran de télévision. Or, la proximité réelle -on est assis l'un à côté de l'autre- est toujours nécessaire. Dans les cités, il existe un espace public de proximité : c'est le seuil des immeubles. Pourquoi ne pas le penser architecturalement comme lieu public ?

Quel est le rôle de l'architecte dans la ville ?
Ce n'est pas l'architecte qui fait la ville. Il n'a pas en main les décisions principales. Elles sont du côté de la politique, de l'économie et de la technique, et principalement de celle des réseaux divers (d'épuration...) qui instruisent la forme de la ville à



L'espace public vit exactement la crise que vit d'une part la chose publique et d'autre part le lien social.

bien des égards. Compte tenu de ces contraintes, l'architecte doit proposer des réponses en forme d'espace aux questions posées. En forme d'espace et non d'objets. L'objet, c'est penser l'architecture comme une enveloppe, quelque chose de clos, vu de l'extérieur. Or, l'architecture n'est pas un objet de design, univoque. L'architecture est un travail sur le lieu, l'enchaînement des espaces, sur l'ouvert, le fermé, le dehors, le dedans, l'ombre, la lumière, l'enchaînement des ambiances, des atmosphères, des oppositions de hauteurs, de matières... Tout cela, par rapport à l'individu qui a une vie, un corps, en fait un certain usage et qui, à un moment, s'assiera sur cette margelle et aura dans les yeux une certaine lumière.

L'architecte doit se soucier autant du sensible que du visible. C'est un défi impossible.
C'est impossible. De même que l'art est impossible. L'architecture est évidemment d'essence poétique, artistique. Mais certains y voient l'occasion d'exprimer leur ego. Comme si l'art était quelque chose d'individuel. Beaucoup de poètes l'on dit : "L'art commence quand on se débarasse de soi." A fortiori, en architecture, où la dimension sociale est évidente. Si les architectes qui jouent à l'artiste ont comme projet de faire des objets magnifiques qui les expriment eux, cela tourne mal, du point de vue social.

Est-ce l'une des tendances de l'architecture urbaine ?
Oui, certains théoriciens considèrent que la ville est un chaos, une force qui va, où chacun peut jouer sa partition, en solo, pour être en phase avec la modernité. Que l'on peut y ajouter des collections d'objets. Illustration : Tokyo, qui incarne la modernité suprême, est un foutoir gigantesque où même les taxis ne se retrouvent pas. Cela arrange l'architecte égoïste, les promoteurs... Mais cela n'arrange sans doute pas le citoyen moyen. La théorie du chaos est un alibi pour justifier l'ultralibéralisme. A l'opposé, on a compris que la ville ne se décide pas par de grands tracés d'architecte. Cela s'est fait à des époques despotiques. C'est aussi la vision planiste du type années 60 ou du type soviétique. La modernité, c'est admettre et comprendre que le monde est fluant, qu'il n'y a pas d'issue. C'est la crise perpétuelle, ce qui n'est pas synonyme de douleur perpétuelle. Mais il n'y a plus de fondements stables dans aucun système de référence, de pensée.

Nous sommes dans cette situation. Notre époque a-t-elle perdu l'espoir d'un avenir radieux ?
Oui. Et je pense qu'il en sera toujours ainsi. Dans cette configuration, il s'agit de créer du lien social et spatial, du point de vue esthétique, et éthique, en reconnaissant qu'il y a la crise mais qu'il y a l'autre, avec qui il convient d'établir un rapport. Ce n'est pas un rapport à un dieu, ni à un avenir fixe, c'est du rapport, ici et maintenant, au plus près. L'architecte et le commanditaire travaillent pour des autres, différents d'eux, sans attendre qu'ils deviennent autres que ce qu'ils sont. Il ne faut pas croire que l'on va réformer l'homme, dans ce qu'il a de plus profond. Concrètement, les urbanistes ont raisonné, jusqu'à présent, en termes de zones : on affecte une zone, en bloc, à telle activité, et ensuite, on remplit. Là, au contraire, on utilise des lieux forts, sans essayer de dire comment il faut faire entre ces lieux. Mais, presque obligatoirement, le lien se crée, sur un registre mineur, entre des événements majeurs.

Propos recueillis par Maryline Trassard

**"Dédale le héros",*
par Jean-Pierre Le Dantec. Editions Balland.
Collection Situation de l'architecture urbaine

VOUS AVEZ BESOIN DE

Vendredi

abonnez-vous maintenant !...

A BESOIN DE VOUS !

Nom.....

Prénom.....

Adresse .....

.....

Code postal .....

Ville.....

❑ *Veuillez abonner de ma part ou*

❑ *Veuillez envoyer "Vendredi" gratuitement pendant 5 semaines*

▼ 1 ▼

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

❑ *Veuillez abonner de ma part ou*

❑ *Veuillez envoyer "Vendredi" gratuitement pendant 5 semaines*

▼ 2 ▼

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

❑ *Veuillez abonner de ma part ou*

❑ *Veuillez envoyer "Vendredi" gratuitement pendant 5 semaines*

▼ 3 ▼

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

Abonnement 1 an : 260 F
DOM-TOM / CEE : 400 F
Autres pays : 600 F

A renvoyer à : "Vendredi"
service lecteurs,
10 rue de Solferino,
75333 Paris cedex 07

accompagné, éventuellement, du montant des abonnements. Chèque à l'ordre de "Vendredi". Merci de penser à joindre votre bande adresse.

© J. Le Goff - Collection Jean Jaurès